

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3596

27 novembre 2014

SOMMAIRE

Bengali S.A.	172562	Robert Half Holding S. à r. l.	172564
Bengali S.A.	172562	Romy S.A.	172565
Bengali S.A.	172562	Rosathea S.A.	172565
Berlin Esplanade Hotel Holding S.à r.l. ..	172569	Rose de Claire S.à.r.l.	172564
Biies S.A.	172583	Rose de Claire S.à.r.l.	172564
BRE/Berlin Esplanade Hotel Holding S.à r.l.	172569	Royalty Pharma S.à r.l.	172566
BRE/Europe Management S.à r.l.	172594	S.B.T. Security Building Technologies S.A.	172564
bureau d'architectes WERNER s.a.	172562	Sensity	172568
Camping Um Gritt - Castelgarden Sàrl .	172602	Silent Meteor S.à r.l.	172566
Cooper Investment Group	172608	SMB Participations	172608
Cupressus S.à r.l.	172593	Star Racing Luxembourg S.à r. l.	172568
E.T.I.F. S.A.	172608	Starwood Energy SSM Investments S.à r.l.	172568
Luxinterimmo S.A.	172606	Stirling Capital, S.à r.l.	172567
Ministères de la Grande Moisson(M.G.M.) A.s.b.l.	172604	Survicam S.à r.l.	172568
P3 Group S.à r.l.	172566	Swaplight S.A.	172567
P3 Lux HoldCo S.à r.l.	172566	Swiss Rock (Lux) Dachfonds Sicav	172567
Puma Rex S.A.	172564	Swiss Rock (Lux) Sicav	172567
Rakuten Europe S.à r.l.	172567	Tagus Re S.A.	172563
Regional MSME Investment Fund for Sub- Saharan Africa S.A., SICAV-SIF	172568	Target, S.à r.l.	172563
Rep International S.à r.l.	172565	The Unilever Pension Plan	172563
Rhombe S.A.	172565	Varian Investments S.A. SPF	172563
River S.à r.l.	172565	Viria Holding S.A.	172563
Robert Half	172566	Waasergaas S.A.	172562

Bengali S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 8, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 134.608.

—
Par la présente, j'ai le regret de vous informer de ma démission du poste d'administrateur de la société, BENGALI S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 8 Avenue de la Faïencerie, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 134.608, dont vous êtes actionnaire.

Je vous prie dès lors de prendre acte de ma démission à partir de ce jour.

Luxembourg, le 28 octobre 2014.

M. Pierre GOFFINET.

Référence de publication: 2014168911/12.

(140193274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Bengali S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 8, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 134.608.

—
Par la présente, j'ai le regret de vous informer de ma démission du poste d'administrateur de la société, BENGALI S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 8 Avenue de la Faïencerie, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 134.608, dont vous êtes actionnaire.

Je vous prie dès lors de prendre acte de ma démission à partir de ce jour.

Luxembourg, le 28 octobre 2014.

M. Dominique CROCENZO.

Référence de publication: 2014168910/12.

(140193274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Bengali S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 8, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 134.608.

—
Par la présente, j'ai le regret de vous informer de ma démission du poste d'administrateur de la société, BENGALI S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 8 Avenue de la Faïencerie, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 134.608, dont vous êtes actionnaire.

Je vous prie dès lors de prendre acte de ma démission à partir de ce jour.

Luxembourg, le 28 octobre 2014.

M. Bertrand MICHAUD.

Référence de publication: 2014168912/12.

(140193274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

bureau d'architectes WERNER s.a., Société Anonyme.

Siège social: L-1409 Luxembourg, 34, rue Edmond Dune.

R.C.S. Luxembourg B 124.045.

—
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014169527/9.

(140193925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2014.

Waasergaas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 170.006.

—
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014169503/9.

(140192878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Viria Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 59.319.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014169497/9.

(140193376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

The Unilever Pension Plan, Association d'Epargne-Pension.

Siège social: L-1748 Senningerberg, 6, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg I 1.

Les statuts coordonnés au 20 octobre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014169460/9.

(140192737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Target, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3850 Schifflange, 29, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 137.094.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TARGET, S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014169458/12.

(140193645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Tagus Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 46.326.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2014.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2014169456/12.

(140193399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Varian Investments S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2172 Luxembourg, 29, rue Alphonse München.

R.C.S. Luxembourg B 185.764.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2014.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2014169480/12.

(140193011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Puma Rex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 162.616.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014172298/9.

(140196659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Rose de Claire S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2445 Luxembourg, 24, rue des Roses.

R.C.S. Luxembourg B 70.615.

—
Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014172331/9.

(140196429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Rose de Claire S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2445 Luxembourg, 24, rue des Roses.

R.C.S. Luxembourg B 70.615.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014172332/9.

(140196524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

S.B.T. Security Building Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel.

R.C.S. Luxembourg B 166.562.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 31 octobre 2014

L'assemblée générale des actionnaires décide de nommer Monsieur Claude JOHANN, administrateur de sociétés, né le 17 juin 1960 à Dudelange, demeurant professionnellement 98, rue de Mersch à L-8181 KOPSTAL pour une durée d'un an. Son mandat arrivera à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes clos au 31.12.2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014172334/14.

(140196600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Robert Half Holding S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 10-12, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 134.472.

—
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 Novembre 2014.

Exequitive Partners S.A.

Gérant

Référence de publication: 2014172316/13.

(140196691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Romy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9808 Hosingen, 2, Holzbicht.

R.C.S. Luxembourg B 89.218.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 5 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172329/10.

(140196325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Rosathea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 145.930.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ROSATHEA S.A.

Référence de publication: 2014172330/10.

(140197127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

River S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5481 Wormeldange, 35, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 182.252.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014172328/10.

(140196259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Rhombe S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 66.649.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69560 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014172327/10.

(140196937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Rep International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 115.333.

EXTRAIT

Dorénavant, Madame Valérie WESQUY, née à Mont-Saint-Martin (France) le 6 mars 1968, demeurant professionnellement 19 Boulevard Grande-duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg, sera inscrite sous le nom de Madame Valérie RAVIZZA.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 24.10.2014.

Référence de publication: 2014172325/14.

(140196224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Silent Meteor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 152.185.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company SA
Signatures

Référence de publication: 2014172346/11.

(140196301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Royalty Pharma S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 153.132.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 05 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172319/10.

(140196373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

P3 Lux HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 172.235.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172302/10.

(140197012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

P3 Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 250.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 180.123.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172300/10.

(140196991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Robert Half, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 10-12, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 107.074.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 Novembre 2014.

Exequitive Partners S.A.
Gérant

Référence de publication: 2014172315/13.

(140196692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Rakuten Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 136.664.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014172306/10.

(140196564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Swiss Rock (Lux) Dachfonds Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 137.055.

Der Jahresabschluss zum 30.06.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Munsbach, den 06.11.2014.

Référence de publication: 2014172362/10.

(140196441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Swiss Rock (Lux) Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 135.671.

Der Jahresabschluss zum 30.06.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Munsbach, den 06.11.2014.

Référence de publication: 2014172363/10.

(140196440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Swaplight S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge.

R.C.S. Luxembourg B 70.301.

Par la présente lettre, je vous prie de bien vouloir noter que je démissionne de mon poste d'administrateur et administrateur-délégué de la société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Olivier Francq.

Référence de publication: 2014172359/10.

(140196358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Stirling Capital, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 162.829.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 novembre 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

C. WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014172355/14.

(140196333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Star Racing Luxembourg S.à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 152.529.

Le bilan au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014172353/9.
(140197222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Survicam S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1932 Luxembourg, 44, rue Auguste Letellier.
R.C.S. Luxembourg B 162.149.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014172357/10.

(140196742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Starwood Energy SSM Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 22.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 149.376.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 octobre 2014.
Référence de publication: 2014172354/10.
(140196908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Sensity, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 42, rue de Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 170.521.

Der Jahresabschluss zym 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014172343/10.

(140197172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Regional MSME Investment Fund for Sub-Saharan Africa S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 150.766.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 novembre 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

C. WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014172310/15.

(140196784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

**Berlin Esplanade Hotel Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. BRE/Berlin Esplanade Hotel Holding S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 115.115.

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of September

Before us Maître Francis Kessler notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

(1) ART HOTEL HOLDING S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 18-24, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 115.744 (“Art”); and

here represented by Ms Claudia Rouckert, employee, residing professionally in Esch/Alzette, by virtue of a proxy, given under private seal;

(2) BRE/German Hotel Holding I S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 114.685 (the “BRE”),

here represented by Ms. Marine Krief, maître en droit, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal;

Said proxies, initialed ne varietur by the respective proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all the shareholders (the “Shareholders”) of BRE/Berlin Esplanade Hotel Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with Luxembourg Trade and Companies Register under number B 115.115 and having a share capital of EUR 12,500 (the “Company”), incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg on 20 March 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial C”) on 6 June 2006 number 1094. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx on 6 July 2007 published in the Mémorial C on 8 November 2007 number 2537.

The Shareholders take the following resolution:

Sole Resolution

Subject to the Condition Precedent (as defined below), the Shareholders resolve to fully restate the articles of association of the Company (without amending the corporate purpose) as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner(s) of the shares created and all those who may become shareholders in the future, a société à responsabilité limitée (the Company) which shall be governed by the Law as well as by these articles of incorporation (the Articles) and any Shareholders’ Arrangement.

Art. 2. Object.

2.1 The purpose of the Company is the acquiring, improving, operating and disposing of the Grand Hotel Esplanade Berlin.

2.2 The purpose of the Company is furthermore the holding of participations, in any form whatsoever, in the Luxembourg private limited liability company Berlin Esplanade Hotel S.à r.l. and in the German private limited liability company Esplanade Hotel Operations GmbH, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of the two above-mentioned companies.

2.3 The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the two above-mentioned companies and their direct and indirect subsidiaries.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in the accomplishment of its purpose.

2.5 In particular, the Company will provide the two above-mentioned companies and their direct or indirect subsidiaries with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will assume the name of “Berlin Esplanade Hotel Holding S.à r.l.”

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or the board of managers.

B. Share capital - Shares

Art. 6. Share Capital.

6.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares divided into: four hundred and fifty (450) class A shares and fifty (50) class B shares, with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

6.2 Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time in the manner required for the amendment of the Articles and in accordance with the Shareholders' Arrangement in effect from time to time.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. Restrictions on Transfer of Shareholder Instruments.

9.1 Save with prior written consent of shareholders representing seventy-five (75) per cent of the issued share capital of the Company, no shareholder may Transfer any Shareholder Instruments to any Person except as expressly permitted by any Shareholders' Arrangement.

9.2 All Transfers of Shareholder Instruments shall:

- (a) comprise all (and not only some) of the Shareholder Instruments held by the transferor; and
- (b) be in compliance with the Transfer Terms.

9.3 In the event of death, the shares of the deceased shareholders may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three-quarters of the share capital. Such approval is, however, not required if the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs of a shareholder may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. Board of managers - Composition.

12.1 The Company is managed by up to three (3) managers.

12.2 Unless the shareholders otherwise agree:

- (a) the Class A Shareholder shall be entitled to propose two candidates for appointment to the board of managers by the shareholders (the Class A Managers); and
- (b) the Class B Shareholder shall be entitled to propose one candidate for appointment to the board of managers by the shareholders (the Class B Manager).

12.3 The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

12.4 A shareholder may propose to appoint a manager or propose to remove a manager proposed by it by notice in writing to the Company and to the other shareholders. The appointment or removal shall take effect from the date of the shareholders' resolution resolving to appoint or remove the relevant manager (whether at a general meeting of the shareholders or by way of written resolution).

12.5 If a manager dies, resigns, retires or is incapacitated and is removed as a manager, the shareholder which appointed that manager may propose another manager for appointment in accordance with the provisions of Art. 12.4.

Art. 13. Powers of the Board of managers.

13.1 The board of managers shall be responsible for the overall direction and management of the Company.

13.2 In dealing with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose. The board of managers shall not, however, take any decision in relation to any of the Reserved Matters without the prior approval of the Class A Shareholder and the Class B Shareholder.

Art. 14. Board of Managers proceedings.

14.1 The board of managers shall meet upon call by any two managers, at the registered office of the Company.

14.2 Subject to Art. 14.7 to 14.9, a written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers ten (10) Business Days (or three (3) business days in case of an adjourned meeting other than a meeting adjourned pursuant to Art. 14.9) at least in advance of the date scheduled for the meeting (such notice period must exclude the date of the notice and the date of the meeting). This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by e-mail or facsimile or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior written consent of all the managers or if all the managers are present or represented and confirm that they have been duly informed of the agenda of the meeting of the board of managers.

14.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, e-mail or facsimile or any other similar means of communication another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

14.4 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the Persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. If any manager is prevented from participating in a meeting or a vote of the board of managers, he may request that the matter be discussed or voted again in his presence.

14.5 The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by e-mail or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolutions and such circular resolution signed by all the managers shall be as effective as resolutions passed at a meeting of the board of managers properly convened and held.

14.6 Subject to Art. 14.7 to 14.9, the board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers including a Class B Manager. No decisions shall be taken as to matters falling into the field of responsibility of any absent manager unless such decision would be necessary in order to avoid negative consequences for the Company.

14.7 If a quorum is not present at a meeting of the board of managers within one hundred twenty (120) minutes from the time specified for the meeting of the board of managers, or if during the meeting a quorum no longer is present, the meeting shall be adjourned for at least five (5), but not more than ten (10), Business Days (excluding the date of the original meeting and the date of the adjourned meeting) to the same place and time of day. Art. 14.6 shall not apply to any such adjourned meeting of the board of managers and a quorum shall exist at any such adjourned a meeting of the board of managers if a majority of managers are present.

14.8 If a manager, as applicable, determines that urgent business has arisen, notice of the relevant meeting of the board of managers may be reduced to three (3) Business Days.

14.9 In relation to Art. 14.8, if a quorum (as set out in Art. 14.6) is not present at a meeting of the board of managers convened to consider urgent business within one hundred twenty (120) minutes from the time specified for the meeting of the board of managers, or if during the meeting a quorum no longer is present, the meeting shall be adjourned for at least one (1), but not more than two (2), Business Days (excluding the date of the original meeting and the date of the adjourned meeting) to the same place and time of day. Art. 14.6 shall not apply to any such adjourned urgent meeting of the board of managers and a quorum shall exist at any such adjourned urgent meeting of the board of managers if a majority of managers are present.

14.10 The board of managers shall meet as may be necessary to discharge its duties but in any case no less frequently than annually in each financial year in Luxembourg.

14.11 Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Art. 15. Unless otherwise required by Luxembourg law, proceedings of the board of managers and committees of the board of managers (if any) and papers of minutes, notices shall be in English. Copies or excerpts of the minutes of any meeting of the board of managers, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the meeting (if any), or by two managers. All managers shall receive copies of the minutes.

Art. 16. Binding signature regime.

16.1 The Company shall be validly bound towards third parties by any two members of the board of managers acting jointly.

16.2 The board of managers may grant special powers for determined matters to one or more agents by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 17. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 18. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 19. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 20. Shareholders' meeting.

20.1 All general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg (or at such other location as may be approved by the shareholders). General meetings of shareholders shall be held at least once in each financial year. The shareholders may participate in general meetings of shareholders by means of conference telephone or video or similar communications equipment by means of which all Persons participating in the general meeting of shareholders can hear each other, and such participation shall constitute presence in person at the general meeting of shareholders.

20.2 No business shall be transacted at any general meeting of shareholders unless a quorum (as mentioned below) is present at the time when the meeting proceeds to business and remains present during the transaction of business.

20.3 A quorum shall exist at any general meeting of shareholders if at least one representative of a Class A Shareholder and a representative of a Class B Shareholder are present. If a quorum is not present within one hundred twenty (120) minutes from the time specified for the general meeting of shareholders, or if during the meeting a quorum is no longer present, then the shareholders present may not pass any resolutions other than adjourning such meeting to the same time of day and place and a date as determined by the shareholders present, which date shall be at least five (5) Business Days following the date of the meeting which is adjourned. Notice of such adjournment and the reconvened meeting date, time and place shall be sent to the shareholders within three (3) Business Days of such adjournment. A quorum shall exist at such reconvened general meeting of shareholders if at least fifty (50) per cent of the share capital of the Company is represented at such meeting.

20.4 Any shareholder who is unable to attend a general meeting of shareholders may (i) grant in writing to a manager or any Person who is subject to a professional or contractual obligation of confidentiality a power of attorney to vote on any matter upon which action is taken at such meeting and (ii) designate in writing an alternate who is subject to a professional or contractual obligation of confidentiality to observe, but not vote on any matter acted upon at such meeting (unless such alternate is also granted a proxy pursuant to point (i) above).

20.5 Shareholders' resolutions shall be passed and decisions by shareholders shall be taken (whether at a general meeting of shareholders or by way of written resolutions or otherwise) with the simple majority of the votes unless applicable law or the articles of association provide for a higher majority requirement. Each shareholder shall have one vote per share held by it in the Company.

20.6 Notwithstanding any other provision of any Shareholders' Arrangement, no Reserved Matter may be approved by the board of managers or the shareholders (as applicable) without the written consent of both the Class A Shareholder and the Class B Shareholder in accordance with Art. 21.

Art. 21. Reserved Matters.

21.1 The board of managers or the general meeting of shareholders (as applicable) shall seek to obtain the prior written consent of both Class A Shareholder and Class B Shareholder as set forth here below (the Shareholders' Consent) in respect of any of the matters set forth in Art. 21.3 below (the Reserved Matters).

21.2 If an action or decision requires Shareholder Consent, the board of managers shall notify the shareholders and seek the relevant consent of the shareholders as soon as practicable.

21.3 The Reserved Matters are as follows:

(a) Articles: altering the articles of association of the Company or other constitutional documents of any member of the Company Group;

(b) Restructuring: any restructuring of the Company Group unless:

(i) it is a bona fide restructuring for the benefit of the Company Group and the shareholders; or

(ii) it would not have a material adverse effect on the Company Group or the shareholders;

(c) IPO: any decision on the primary offering of shares in any member of the Company Group for subscription and/or secondary offer of shares in any member of the Company Group for sale for cash to retail and/or institutional investors and accompanied by the listing and admission to trading of such shares on any major recognised stock exchange;

(d) Changes in share capital: issuing any Shareholder Instruments in or changing or varying the share capital of any member of the Company Group (including a reduction of capital or a purchase or redemption of shares or a consolidation, sub-division, conversion or cancellation of any shares), save in relation to an issue of Shareholder Instruments in connection with a Capital Contribution pursuant to the terms of any Shareholders' Arrangement or by a member of the Company Group to another member of the Company Group;

(e) Variation of share rights: modifying, varying or abrogating any rights attaching to any shares in a Company Group company;

(f) Winding-up: any proposal to wind up any member of the Company Group or other proceeding seeking liquidation, administration (whether out of court or otherwise), reorganisation, readjustment or other relief under any bankruptcy, insolvency or similar Law or the consent by any member of the Company Group to a decree or order for relief or any

filing of a petition, application or document under such Law or to the appointment of a trustee, receiver, administrator (whether out of court or otherwise) or liquidator, excluding any proposal to voluntarily wind up, dissolve or liquidate any member of the Company Group following the disposal of the Hotel Asset and provided that the filing for bankruptcy by the board of managers in circumstances where it is obliged to do so under applicable Law shall not constitute a Reserved Matter;

(g) Merger: the merger or amalgamation of the Company with any other Person (other than another member of the Company Group);

(h) Borrowing: any member of the Company Group (i) undertaking any cash out refinancing; or (ii) borrowing or raising money which would result in the Company Group's Loan to Value Ratio exceeding sixty-five (65) per cent;

(i) the acquisition of further real estate by a member of the Company Group including, but not limited to, hotels; and

(j) the Transfer of parts or portions of a shareholder's Shareholder Instrument but excluding: (i) any conversions of parts or portions of debt to equity by the Class A Shareholder (or its Affiliates); or (ii) any Transfers to Affiliates of the Class A Shareholder of parts or portions of any Shareholder Loans made by the Class A Shareholder (or its Affiliates).

21.4 The shareholders shall resolve on any action or decision referred to them in accordance with Art. 21.2 within ten (10) Business Days of receipt of notice from the board of managers and such resolution shall become effective immediately upon the required level of consent having been obtained.

21.5 Shareholder Consent may be provided by the shareholders:

(a) at a general meeting of shareholder; or

(b) in writing (which may be by means of several documents in the like form, each signed by one shareholder),

provided that, in each case, the shareholders whose consent is required by any Shareholders' Arrangement relating to the Company between the shareholders which may exist from time to time (if any) consent to the relevant action or decision.

Art. 22. If the Company is composed of a sole shareholder, the latter exercises the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of section XII of the Law.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits - Liquidation

Art. 23. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 24. Financial Statements.

24.1 Every year as of the financial year's end, the annual accounts are drawn up by the board of managers in accordance with any Shareholders' Arrangement.

24.2 The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company in accordance with any Shareholders' Arrangement.

Art. 25. Distributions.

25.1 Five (5) per cent of the net profit shall be set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten (10) per cent of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders subject to the provisions of any Shareholders' Arrangement.

Art. 26. Interim dividends.

26.1 Subject to the terms of any Shareholders' Arrangement, interim dividends may be paid subject to the following terms and conditions:

(i) the annual accounts of the preceding financial year have been duly approved by a resolution of the general meeting of the shareholders;

(ii) the interim dividends are paid within two (2) months following the drawing-up by the management of interim accounts showing that sufficient profits are available for such distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the general meeting of the shareholders.

26.2 The above provisions are without prejudice to the right of the general meeting of the shareholders to distribute at any moment to the shareholders any net profits deriving from the previous financial years and carried forward or any amounts from any distributable reserve accounts.

Art. 27. Dissolution - Liquidation.

27.1 In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the general meeting of shareholders, which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholders or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

27.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company, unless a Shareholders' Arrangement provides for otherwise.

Art. 28. Applicable provisions.

28.1 All matters not governed by these Articles and the terms and conditions of any Shareholders' Arrangement shall be determined in accordance with the Law.

28.2 In case of divergence between these articles of incorporation and any Shareholders' Arrangement, such Shareholders' Arrangement (if any) shall be prevailing among the shareholders of the Company party thereto.

F. Definitions

Affiliate means:

(a) in relation to the Class A Shareholder, any Person or Undertaking:

(i) controlled by Host Hotels & Resorts, L.P., whether directly and indirectly; and

(ii) whose day-to-day operations, affairs and activities are managed (whether by contract or otherwise) by Host Hotels & Resorts, L.P.,

but excluding, in relation to the Class A Shareholder and/or its other Affiliates, the members of the Company Group.

For the purposes of this paragraph (a) of the definition of Affiliate, controlled by shall mean, in relation to any Person or Undertaking, the entitlement to exercise, or control the exercise of (directly or indirectly) more than twenty (20) per cent of the voting power at any general meeting of the shareholders, members or partners or other equity holders (and including, in the case of a limited partnership, of the limited partners) in respect of all or substantially all matters falling to be decided by resolution or meeting of such Persons, and the holding (directly or indirectly) of more than twenty (20) per cent of the ordinary shares, stock or membership interest in the Person or Undertaking; and

(b) in relation to the Class B Shareholder, any Person or Undertaking controlled by the Class B Shareholder, controlling the Class B Shareholder or controlled by any Person or Undertaking controlling the Class B Shareholder (in each case, whether directly or indirectly), but excluding, in relation to the Class B Shareholder and/or its other Affiliates, the members of the Company Group.

For the purposes of this paragraph (b) of the definition of Affiliate, controlled by and controlling shall mean, in relation to any Person or Undertaking, the entitlement to exercise, or control the exercise of (directly or indirectly) more than fifty (50) per cent of the voting power at any general meeting of the shareholders, members or partners or other equity holders (and including, in the case of a limited partnership, of the limited partners) in respect of all or substantially all matters falling to be decided by resolution or meeting of such Persons, and the holding (directly or indirectly) of more than fifty (50) per cent of the ordinary shares, stock or membership interest in the Person or Undertaking;

Business Day shall mean any day on which commercial banks are authorised to do business and are not required by law or executive order to close in Frankfurt am Main (Germany), Berlin (Germany), London (England), Luxembourg City (Luxembourg), Amsterdam (the Netherlands) and New York (USA);

Capital Contribution means any cash contribution or contribution in-kind made by the shareholders to the Company's share capital;

Class A Shareholder means the holder of class A shares;

Class B Shareholder means the holder of class B shares;

Company Group means the Company and its subsidiaries from time to time;

Encumbrance means a mortgage, charge, pledge, lien, option, restriction, right of first refusal, right of pre-emption, third party right or interest, other encumbrance or security interest of any kind, or another type of agreement or arrangement having similar effect;

Hotel means the Grand Esplanade Hotel located at Berlin, Germany;

Hotel Asset means the Hotel or all of the shares of Propco;

Law means the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended;

Loan to Value Ratio means the proportion (expressed as a percentage) which the Company Group's aggregate third part debt bears to the fair market value of the Hotel Asset (as determined in accordance with any Shareholders' Arrangement);

Person shall mean any individual, partnership, joint venture, corporation, trust, government (or agencies or political subdivisions thereof) and other association and entity;

PropCo means Berlin Esplanade Hotel S.à r.l.;

Reserved Matters has the meaning as set forth in Art. 21;

Shares means the shares of whichever class issued by the Company from time to time;

Shareholders' Arrangement means any arrangement or agreement relating to the Company existing between the shareholders of the Company from time to time;

Shareholder Instrument means:

- (a) any Shares;
- (b) any Shareholder Loans or any other instrument or security evidencing indebtedness issued by any member of the Company Group to a shareholder or an Affiliate of a shareholder; and
- (c) any instrument, document or security held by a shareholder or an Affiliate of a shareholder granting a right of subscription for, or conversion into Shares (or shares in the capital of any of the subsidiaries of the Company);

Shareholder Loan means any loan made by a shareholder or an Affiliate of a shareholder to any member of the Company Group;

Transfer means, in relation to any Shareholder Instrument, to:

- (a) sell, assign, transfer or otherwise dispose of it (including the grant of any option over or in respect of it);
 - (b) create or permit to subsist any Encumbrance over it (including, but not limited to any Encumbrance by way of security);
 - (c) direct (by way of renunciation or otherwise) that another Person should, or assign any right to, receive it;
 - (d) enter into any agreement in respect of the votes or any other rights attached to it (other than by way of proxy for a particular shareholder meeting); or
 - (e) agree, whether or not subject to any condition precedent or subsequent, to do any of the foregoing;
- and Transferred shall be construed accordingly;

Transfer Terms has the meaning as ascribed to such term in any Shareholders' Arrangement; and

Undertaking means a body corporate or partnership or unincorporated association carrying on trade or business with or without a view to profit. In relation to an undertaking which is not a company, expressions in any Shareholders' Arrangement appropriate to companies are to be construed as references to the corresponding Persons, officers, documents or agents (as the case may be) appropriate to undertakings of that description.

The Shareholders resolve that the effectiveness of the present resolution is conditional and thus shall be effective upon the completion of the transfer by BRE/German Hotel Holding I S.à r.l. to HHR Berlin B.V. of certain instruments it holds in the Company (the "Condition Precedent"). The Shareholders hereby appoint (i) Fanny Kindler or Marine Krief and (ii) Elsa Idir, acting jointly and each with full power of substitution, in order to acknowledge the satisfaction of the Condition Precedent in the form of a notarial deed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the respective mandatory of the persons appearing, said mandatories signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung.

Im Jahre zweitausendvierzehn, am dreissigten September,

vor uns, Francis Kessler, Notar mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

(1) ART HOTEL HOLDING S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet und existierend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 18-24, rue Michel Rodange, L-2430 Luxemburg, eingetragen beim Luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 115.744 ("Art"); und

hier vertreten durch Dame Claudia Rouckert, Privatbeamtin, eschäftsansässig in Esch/Alzette, aufgrund privatschriftlicher Vollmacht,

(2) BRE/German Hotel Holding I S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet und existierend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, eingetragen beim Luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 114.685 ("BRE"),

hier vertreten durch Dame Marine Krief, maître en droit, geschäftsansässig in Luxembourg, aufgrund privatschriftlich erteilter Vollmacht.

Die besagten Vollmachten, die von den Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und dem Notar „ne varietur“ abgezeichnet wurden, bleiben der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt, um bei den Registerbehörden eingereicht zu werden.

Die erschienenen Parteien sind die alleinigen Gesellschafter (die „Gesellschafter“) der BRE/Berlin Esplanade Hotel Holding S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet und existierend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, eingetragen beim Luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 115.115 und mit einem Stammkapital von EUR 12.500 (die „Gesellschaft“), gegründet am 20. März 2006 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Henri Hellinckx, Notar mit dem Amtssitz in Luxembourg, veröffentlicht am 6. Juni 2006 unter Nummer 1094 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial C"). Die Gesellschaftssatzung wurde das letzte Mal am 6 Juli 2007 aufgrund einer Urkunde

von Maître Henri Hellinckx geändert, was am 8. November 2007 im Mémorial C unter Nummer 2537 veröffentlicht wurde.

Die Gesellschafter fassen den folgenden Beschluss:

Einziger Beschluss

Vorbehaltlich der Aufschiebenden Bedingung (wie unten definiert) beschließen die Gesellschafter, die Gesellschafts-satzung (ohne Änderung des Gesellschaftszwecks) vollständig wie folgt neu zu formulieren:

A. Zweck - Dauer - Name - eingetragener Sitz

Art. 1. Hiermit gründen der/die aktuelle(n) Eigentümer der geschaffenen Gesellschaftsanteile und all diejenigen, die zukünftig Gesellschafter werden, eine société à responsabilité limitée (die Gesellschaft), die dem Gesetz, dieser Satzung sowie sämtlichen Gesellschaftervereinbarungen unterliegt.

Art. 2. Gegenstand.

2.1 Der Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, die Verbesserung, der Betrieb und die Verwertung des Grand Hotel Esplanade Berlin.

2.2 Der Zweck der Gesellschaft ist weiterhin das Halten von Beteiligungen in jeglicher Form an der Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischen Recht Berlin Esplanade Hotel S.à r.l. und an der Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht Esplanade Hotel Operations GmbH, der Erwerb von Wertpapieren jeglicher Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung der beiden oben genannten Gesellschaften.

2.3 Die Gesellschaft kann darüber hinaus Bürgschaften gewähren, Darlehen vergeben oder die beiden oben genannten Gesellschaften und deren direkte oder mittelbare Tochterunternehmen auf andere Weise unterstützen.

2.4 Die Gesellschaft kann alle gewerblichen, industriellen und finanziellen Aktivitäten durchführen, die sie für die Erfüllung ihres Zwecks für dienlich erachtet.

2.5 Insbesondere erbringt die Gesellschaft für die beiden oben genannten Gesellschaften und ihre direkten oder mittelbaren Tochterunternehmen die Service-Leistungen, die zu deren Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung erforderlich sind. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater in Anspruch nehmen.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Die Gesellschaft trägt den Namen "Berlin Esplanade Hotel Holding S.à r.l.".

Art. 5. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist Luxembourg-Stadt. Dieser Sitz kann durch Beschluss einer Gesellschafterversammlung an einen beliebigen anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxembourg verlegt werden. Innerhalb einer Gemeinde kann der eingetragene Sitz durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers oder der Geschäftsführung verlegt werden.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 6. Gesellschaftskapital.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500,00), repräsentiert durch fünfhundert (500) Anteile, die aufgeteilt sind in: vierhundertfünfzig (450) Anteile der Klasse A und fünfzig (50) Anteile der Klasse B, mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,00).

6.2 Jeder Anteil besitzt auf ordentlichen und außerordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Stimme.

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit auf die Weise geändert werden, die auch für eine Änderung der Satzung bestimmt ist, sowie gemäß Gesellschaftervereinbarungen in ihrer jeweils gültigen Fassung.

Art. 8. Die Gesellschaft akzeptiert nur einen Inhaber pro Gesellschaftsanteil. Miteigentümer müssen einen einzigen Repräsentanten benennen, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 9. Beschränkungen für die Übertragung von Gesellschafter-Zertifikaten

9.1 Vorbehaltlich der vorherigen schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter, die fünfundsiebzig (75) Prozent des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft repräsentieren, ist kein Gesellschafter berechtigt, Gesellschafter-Zertifikate an andere Personen zu übertragen, soweit dies nicht gemäß einer Gesellschaftervereinbarung ausdrücklich zulässig ist.

9.2 Alle Übertragungen von Gesellschafter-Zertifikaten müssen:

- (a) alle (und nicht nur einige) der Gesellschafter-Zertifikate im Besitz des Übertragenden umfassen; und
- (b) im Einklang mit den Übertragungsbestimmungen stehen.

9.3 Beim Tod dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters nur dann an Nicht-Gesellschafter übertragen werden, wenn die anderen Gesellschafter auf einer Gesellschafterversammlung einer solchen Übertragung mit einer Drei-viertel-Mehrheit des Gesellschaftskapitals zustimmen. Eine solche Zustimmung ist jedoch nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den überlebenden Ehegatten übertragen werden.

Art. 10. Der Tod, der Entzug der bürgerlichen Ehrenrechte, der Bankrott oder die Zahlungsunfähigkeit von einem der Gesellschafter führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

Art. 11. Kein Gläubiger, Abtretungsempfänger oder Erbe eines Gesellschafters ist berechtigt, Pfandsiegel auf Vermögenswerten oder Dokumenten der Gesellschaft anzubringen.

C. Geschäftsleitung

Art. 12. Geschäftsführung - Zusammensetzung.

12.1 Die Gesellschaft wird von bis zu drei (3) Geschäftsführern geleitet.

12.2 Soweit die Gesellschafter keine anderen Vereinbarungen treffen:

(a) ist der Klasse-A-Gesellschafter berechtigt, zwei Kandidaten für die Berufung in die Geschäftsführung durch die Gesellschafter zu benennen (die Klasse-A-Geschäftsführer); und

(b) ist der Klasse-B-Gesellschafter berechtigt, einen Kandidaten für die Berufung in die Geschäftsführung durch die Gesellschafter zu benennen (der Klasse-B-Geschäftsführer).

12.3 Die Geschäftsführer werden von der Gesellschafterversammlung ernannt, die auch ihre Amtszeit festlegt. Sie können zu jeder Zeit und ohne konkrete Gründe abberufen werden.

12.4 Ein Gesellschafter kann die Ernennung eines Geschäftsführers oder die Abberufung eines von ihm vorgeschlagenen Geschäftsführers durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft und die anderen Gesellschafter vorschlagen. Die Ernennung bzw. Abberufung wird an dem Datum der Beschlussfassung der Gesellschafter zur Ernennung bzw. Abberufung des betreffenden Geschäftsführers wirksam (sei es im Rahmen einer Gesellschafterversammlung oder durch schriftliche Beschlussfassung).

12.5 Falls ein Geschäftsführer stirbt, zurücktritt, in den Ruhestand geht oder geschäftsunfähig wird und als Geschäftsführer abberufen wird, kann der Gesellschafter, der den betreffenden Geschäftsführer benannt hat, einen anderen Geschäftsführer zur Ernennung gemäß den Bestimmungen in Art. 12.4 vorschlagen.

Art. 13. Befugnisse der Geschäftsführung.

13.1 Die Geschäftsführung ist verantwortlich für die allgemeine Ausrichtung und die Leitung der Gesellschaft.

13.2 Im Umgang mit Dritten besitzt die Geschäftsführung alle erforderlichen Befugnisse, um im Namen der Gesellschaft in allen Situationen zu handeln und alle Transaktionen zu autorisieren, die mit dem Zweck der Gesellschaft in Einklang stehen. Der Vorstand ist jedoch nicht berechtigt, ohne die vorherige Genehmigung des Klasse-A-Gesellschafters und des Klasse-B-Gesellschafters Entscheidungen im Zusammenhang mit vorbehaltenen Angelegenheiten zu treffen.

Art. 14. Arbeitsweise der Geschäftsführung.

14.1 Die Geschäftsführung tritt auf Einberufung von zwei beliebigen Geschäftsführern am eingetragenen Sitz der Gesellschaft zusammen.

14.2 Gemäß den Bestimmungen in Art. 14.7 bis 14.9 muss eine schriftliche Benachrichtigung über Sitzungen der Geschäftsführung den Geschäftsführern mindestens zehn (10) Werktagen (bzw. drei (3) Werktagen bei einer vertagten Sitzung mit Ausnahme von Sitzungen, die gemäß Art. 14.9 vertagt wurden) vor dem angesetzten Sitzungstermin zugehen (eine solche Ladungsfrist gilt ausschließlich des Datums der Benachrichtigung und des Sitzungsdatums). Sofern alle Geschäftsführer schriftlich, per Email oder Telefax oder durch andere, vergleichbare Kommunikationsmittel zustimmen, kann auf eine solche Benachrichtigung verzichtet werden. Eine besondere Einberufung ist nicht erforderlich für eine Sitzung der Geschäftsführung, die zu einem Zeitpunkt und an einem Ort stattfinden soll, die im Rahmen einer vorherigen schriftlichen Zustimmungserklärung aller Geschäftsführer festgelegt wurden, oder wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und bestätigen, dass sie ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Sitzung der Geschäftsführung informiert wurden.

14.3 Jeder Geschäftsführer kann sich auf allen Sitzungen der Geschäftsführung durch einen anderen Geschäftsführer vertreten lassen, indem er diesen schriftlich, per Email oder Telefax oder durch andere, vergleichbare Kommunikationsmittel zu seinem Vertreter bestellt. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere seiner Amtskollegen vertreten.

14.4 Alle Geschäftsführer können an allen Sitzungen der Geschäftsführung per Telefonkonferenz oder durch andere, vergleichbare Kommunikationsmittel teilnehmen, die es allen an der Sitzung teilnehmenden Personen ermöglichen, einander zu hören. Die Teilnahme an einer Sitzung mithilfe solcher Kommunikationsmittel ist äquivalent zu einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung. Ist ein Geschäftsführer an der Teilnahme an einer Sitzung oder Abstimmung der Geschäftsführung verhindert, kann er verlangen, dass die Angelegenheit erneut diskutiert oder zur Abstimmung gebracht wird, wenn er anwesend ist.

14.5 Die Geschäftsführung kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen, wenn die Zustimmung in schriftlicher Form, per Email oder Telefax oder durch andere, vergleichbare Kommunikationsmittel erklärt wird und eine schriftliche Bestätigung folgt. Die Gesamtheit dieser Dokumente bildet das Sitzungsprotokoll, aus dem die Beschlussfassungen hervorgehen, und ein solcher von allen Geschäftsführern unterzeichneter Umlaufbeschluss ist ebenso wirksam wie Beschlüsse, die auf einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung der Geschäftsführung gefasst werden.

14.6 Vorbehaltlich der Art. 14.7 bis 14.9 kann die Geschäftsführung nur dann rechtsgültig beschließen oder handeln, wenn mindestens die einfache Mehrheit der Geschäftsführer bei einer Sitzung der Geschäftsführung anwesend oder vertreten ist, einschließlich eines Klasse-B-Geschäftsführers. Es dürfen keine Beschlüsse in Bezug auf Angelegenheiten

gefasst werden, die in den Zuständigkeitsbereich eines abwesenden Geschäftsführers fallen, es sei denn, ein solcher Beschluss ist erforderlich, um negative Konsequenzen für die Gesellschaft abzuwenden.

14.7 Wird auf einer Sitzung der Geschäftsführung innerhalb von einhundertzwanzig (120) Minuten nach dem festgelegten Zeitpunkt für die Sitzung der Geschäftsführer die Beschlussfähigkeit nicht erreicht, oder ist im Verlauf einer Sitzung der Geschäftsführung die Beschlussfähigkeit nicht mehr gegeben, ist die Sitzung um mindestens fünf (5), höchstens jedoch um zehn (10) Werktage (ausschließlich des Datums der ursprünglichen Sitzung und den Datums der vertagten Sitzung) auf den gleichen Ort und die gleiche Uhrzeit zu vertagen. Art. 14.6 ist auf solche vertagten Sitzungen der Geschäftsführung nicht anwendbar und auf allen solchen vertagten Sitzungen der Geschäftsführung besteht Beschlussfähigkeit, wenn eine Mehrheit von Geschäftsführern anwesend ist.

14.8 Stellt ein Geschäftsführer fest, dass eine Angelegenheit von großer Dringlichkeit vorliegt, kann die Ladungsfrist für die betreffende Sitzung der Geschäftsführung auf drei (3) Werktage verkürzt werden.

14.9 In Bezug auf Art. 14.8, wenn die Beschlussfähigkeit (im Sinne von Art. 14.6) auf einer Sitzung der Geschäftsführung, die zur Behandlung von dringlichen Angelegenheiten einberufen wurde, innerhalb von einhundertzwanzig (120) Minuten nach dem festgelegten Zeitpunkt für die Sitzung der Geschäftsführung nicht gegeben ist, oder wenn im Verlauf einer Sitzung die Beschlussfähigkeit nicht mehr gegeben ist, ist die Sitzung um mindestens einen (1), höchstens jedoch um zwei (2) Werktage (ausschließlich des Datums der ursprünglichen Sitzung und den Datums der vertagten Sitzung) auf den gleichen Ort und die gleiche Uhrzeit zu vertagen. Art. 14.6 ist auf solche vertagten dringlichen Sitzungen der Geschäftsführung nicht anwendbar, und auf allen solchen vertagten dringlichen Sitzungen der Geschäftsführung besteht Beschlussfähigkeit, wenn eine Mehrheit von Geschäftsführern anwesend ist.

14.10 Die Geschäftsführung tritt so oft zusammen, wie dies zur Erfüllung ihrer Aufgaben erforderlich ist, in jedem Fall jedoch mindestens einmal in jedem Geschäftsjahr in Luxemburg.

14.11 Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit der auf der betreffenden Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Art. 15. Soweit nach luxemburgischen Recht nicht anderweitig erforderlich, erfolgen die Erörterungen der Geschäftsführung und ihrer Ausschüsse (soweit vorhanden) und werden Protokolle und Mitteilungen in englischer Sprache verfasst. Kopien oder Auszüge der Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung, die in gerichtlichen Verfahren zu anderen Zwecken vorgelegt werden, müssen von dem Vorsitzenden der Sitzung (soweit vorhanden) oder zwei Geschäftsführern unterzeichnet werden. Alle Geschäftsführer erhalten Kopien der Sitzungsprotokolle.

Art. 16. Rechtsverbindliche Unterschriften.

16.1 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch zwei gemeinsam handelnde Mitglieder der Geschäftsführung rechtswirksam vertreten.

16.2 Die Geschäftsführung kann in notarieller oder privatschriftlicher Urkunde einen oder mehrere Vertreter für bestimmte Angelegenheiten bestellen.

Art. 17. Der Tod oder Rücktritt eines Geschäftsführers, egal aus welchem Grund, bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

Art. 18. Die Geschäftsführer übernehmen in ihrer Funktion als Geschäftsführer keine persönliche Haftung in Bezug auf Verpflichtungen, die von ihnen im Rahmen der normalen Geschäftstätigkeit im Namen der Gesellschaft eingegangen werden. Die Geschäftsführer sind lediglich Vertreter und daher allein für die Ausführung ihrer Aufgaben verantwortlich.

D. Entscheidungen des Alleingeschafters - Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 19. Jeder Gesellschafter kann sich an den gemeinsamen Entscheidungen beteiligen, und zwar ungeachtet der Anzahl der von ihm gehaltenen Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen wie er Anteile hält oder repräsentiert.

Art. 20. Gesellschafterversammlung.

20.1 Sämtliche Gesellschafterversammlungen werden in Luxemburg (oder an einem anderen von den Gesellschaftern genehmigten Ort) abgehalten. In jedem Geschäftsjahr wird mindestens einmal eine Gesellschafterversammlung abgehalten. Die Gesellschafter können mittels Telefon- oder Videokonferenz oder über ähnliche Kommunikationseinrichtungen, mithilfe derer alle an der Gesellschafterversammlung teilnehmenden Personen einander hören können, an der Gesellschafterversammlung teilnehmen, wobei eine solche Teilnahme als persönliche Anwesenheit bei der Gesellschafterversammlung gilt.

20.2 Rechtsgeschäfte dürfen in der Gesellschafterversammlung nur dann durchgeführt werden, wenn die Versammlung bei Eröffnung der Versammlung und Durchführung der Rechtsgeschäfte beschlussfähig ist und bleibt (wie unten ausgeführt).

20.3 Die Gesellschafterversammlung ist dann beschlussfähig, wenn mindestens ein Vertreter eines Klasse-A-Gesellschafters und ein Vertreter eines Klasse-B-Gesellschafters anwesend sind. Sollte innerhalb von einhundertzwanzig (120) Minuten ab dem für die Gesellschafterversammlung festgelegten Termin keine Beschlussfähigkeit gegeben sein oder sollte während der Versammlung die Beschlussfähigkeit nicht mehr gegeben sein, dürfen die anwesenden Gesellschafter keine Beschlüsse verabschieden außer einer Vertagung der Versammlung auf ein Datum, das von den anwesenden Gesellschaftern bestimmt wird, zur gleichen Uhrzeit und am selben Ort. Das Datum, auf das die Versammlung vertagt wird, muss

dabei mindestens fünf (5) Werktage nach dem Datum der ursprünglichen Versammlung liegen. Die Mitteilung über die Vertagung sowie Datum, Uhrzeit und Ort der neu einberufenen Versammlung sind den Gesellschaftern innerhalb von drei (3) Werktagen nach der Vertagung zuzusenden. Eine solche neu einberufene Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn mindestens fünfzig (50) Prozent des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft bei dieser Versammlung vertreten sind.

20.4 Kann ein Gesellschafter an einer Gesellschafterversammlung nicht teilnehmen, so kann er (i) einem Geschäftsführer oder einer Person, die einer beruflichen oder vertraglichen Vertraulichkeitsverpflichtung unterliegt, eine schriftliche Vollmacht zur Abstimmung über jede Angelegenheit, die auf der betreffenden Versammlung behandelt wird, erteilen und (ii) schriftlich einen Ersatzmann ernennen, der einer beruflichen oder vertraglichen Vertraulichkeitsverpflichtung unterliegt und der der Versammlung als Beobachter beiwohnt, jedoch nicht berechtigt ist, über bei dieser Versammlung verhandelte Angelegenheiten abzustimmen (falls dieser Ersatzmann nicht ebenfalls nach Absatz (i) bevollmächtigt wird).

20.5 Die Verabschiedung von Beschlüssen und Entscheidungen der Gesellschafter (sei es bei einer Gesellschafterversammlung oder durch schriftliche Beschlüsse oder auf andere Weise) erfolgt mit einfacher Mehrheit der Stimmen, es sei denn, ein geltendes Gesetz oder die Satzung verlangen eine größere Mehrheit. Jeder Gesellschafter hat eine Stimme pro Gesellschaftsanteil, den er an der Gesellschaft hält.

20.6 Ungeachtet anderer Bestimmungen einer Gesellschaftervereinbarung darf der Geschäftsführung bzw. den Gesellschaftern keine vorbehaltene Angelegenheit ohne die schriftliche Zustimmung sowohl des Klasse-A-Gesellschafters als auch des Klasse-B-Gesellschafters nach Art. 21 genehmigt werden.

Art. 21. Vorbehaltene Angelegenheiten.

21.1 Die Geschäftsführung bzw. die Gesellschafterversammlung müssen für alle Angelegenheiten, die unter Art. 21.3 festgelegt sind (die vorbehaltenen Angelegenheiten), zunächst die vorherige schriftliche Zustimmung sowohl des Klasse-A-Gesellschafters als auch des Klasse-B-Gesellschafters einholen, wie im Folgenden beschrieben (die Zustimmung der Gesellschafter).

21.2 Wenn eine Maßnahme oder Entscheidung die Zustimmung der Gesellschafter erfordert, benachrichtigt die Geschäftsführung die Gesellschafter und ersucht um die schnellstmögliche Zustimmung durch die Gesellschafter.

21.3 Die vorbehaltenen Angelegenheiten sind folgende:

(a) Satzung: Abänderung der Satzung der Gesellschaft oder der Gründungsdokumente eines Mitglieds der Unternehmensgruppe;

(b) Umstrukturierung: jede Umstrukturierung der Unternehmensgruppe, es sei denn:

(i) es handelt sich um eine angemessene Umstrukturierung zum Nutzen der Unternehmensgruppe und der Gesellschafter; oder

(ii) die Umstrukturierung hätte keine wesentlichen nachteiligen Auswirkungen auf die Unternehmensgruppe oder die Gesellschafter;

(c) IPO: eine Entscheidung über das erstmalige Angebot von Gesellschaftsanteilen eines Mitglieds der Unternehmensgruppe zur Zeichnung und/oder nachfolgende Angebote von Gesellschaftsanteilen eines Mitglieds der Unternehmensgruppe zum Verkauf gegen Geld an private und/oder institutionelle Investoren, das von einer Notierung und der Zulassung zum Handel solcher Gesellschaftsanteile an einer großen, anerkannten Börse begleitet wird;

(d) Veränderung des Gesellschaftskapitals: Ausgabe von Gesellschafter-Zertifikaten in Bezug auf das Stammkapital eines Mitglieds der Unternehmensgruppe oder Veränderung oder Abänderung des Gesellschaftskapitals eines Mitglieds der Unternehmensgruppe (einschließlich einer Kapitalherabsetzung oder eines Erwerbs oder einer Einziehung von Gesellschaftsanteilen oder einer Zusammenlegung, Unterteilung, Umwandlung oder Entwertung von Gesellschaftsanteilen), außer in Bezug auf die Ausgabe von Gesellschafter-Zertifikaten im Zusammenhang mit einer Kapitaleinlage gemäß den Bedingungen einer Gesellschaftervereinbarung oder durch ein Mitglied der Unternehmensgruppe an ein anderes Mitglied der Unternehmensgruppe;

(e) Abänderung von Anteilsrechten: Modifizierung, Abänderung oder Aufhebung von Rechten, die mit Gesellschaftsanteilen an einem Unternehmen der Unternehmensgruppe verbunden sind;

(f) Abwicklung: ein Antrag auf Abwicklung eines Mitglieds der Unternehmensgruppe oder sonstiges Vorgehen zur Erreichung einer Liquidation, Zwangsverwaltung (außergerichtlich oder auf andere Weise), Reorganisation, Umstellung oder eines sonstigen Rechtsmittels im Rahmen eines Konkurs-, Insolvenz- oder ähnlichen Gesetzes oder die Zustimmung eines Mitglieds der Unternehmensgruppe zu einem Konkursoder Vergleichsbeschluss oder zu der Einreichung eines Antrags oder Dokuments gemäß einem solchen Gesetz oder zur Bestellung eines Konkursverwalters, eines vorläufigen Konkursverwalters, eines Zwangsverwalters (außergerichtlich oder auf andere Weise) oder Liquidators, mit Ausnahme von Anträgen auf freiwillige Abwicklung, Auflösung oder Liquidation eines Mitglieds der Unternehmensgruppe nach der Veräußerung des Hotelvermögens und unter der Maßgabe, dass die Beantragung einer Konkurseröffnung durch die Geschäftsführung unter Umständen, in denen die Geschäftsführung gemäß geltender Gesetzgebung dazu verpflichtet ist, keine vorbehaltene Angelegenheit darstellt;

(g) Verschmelzung: Verschmelzung oder Zusammenschluss der Gesellschaft mit einer anderen Person (außer einem anderen Mitglied der Unternehmensgruppe);

(h) Aufnahme von Fremdmitteln: (i) Aufnahme von Fremdmitteln, die über den zur Refinanzierung von auf den Vermögensgegenständen der Gesellschaft lastenden Verbindlichkeiten und damit in Zusammenhang stehenden Gebühren, Kosten und Abgaben erforderlichen Betrag hinausgehen (Cash-Out-Refinanzierung oder (ii) Kreditaufnahme oder Aufnahme von Geldmitteln durch ein Mitglied der Unternehmensgruppe, was dazu führen würde, dass die Beleihungsquote der Unternehmensgruppe fünfundsechzig (65) Prozent übersteigt;

(i) Erwerb weiterer Immobilien durch ein Mitglied der Unternehmensgruppe, einschließlich Hotels; und

(j) Übertragung von Teilen der Gesellschafter-Zertifikaten eines Gesellschafters, nicht jedoch (i) die Umwandlung von Teilen oder Tranchen von Fremdkapital in Eigenkapital durch den Klasse-A-Gesellschafter; oder (ii) die Übertragung von Teilen oder Tranchen von durch den Klasse-A-Gesellschafter (oder seinen verbundenen Unternehmen) gewährten Gesellschafterdarlehen an verbundene Unternehmen des Klasse-A-Gesellschafters.

21.4 Die Gesellschafter entscheiden über alle ihnen gemäß Art. 21.2 vorgelegten Maßnahmen oder Angelegenheiten innerhalb von zehn (10) Werktagen nach Eingang der Mitteilung der Geschäftsführung, und der betreffende Beschluss wird unverzüglich wirksam, nachdem der erforderliche Grad an Zustimmung erreicht wurde.

21.5 Die Zustimmung der Gesellschafter kann von den Gesellschaftern wie folgt erteilt werden:

(a) in einer Gesellschafterversammlung; oder

(b) schriftlich (was mittels mehrerer Dokumente in gleicher Form erfolgen kann, die jeweils von einem Gesellschafter unterzeichnet sind),

jeweils mit der Maßgabe, dass in jedem Fall die Gesellschafter, deren Zustimmung gemäß einer ggf. zur gegebenen Zeit vorliegenden Gesellschaftervereinbarung in Bezug auf die Gesellschaft erforderlich ist, der Maßnahme oder Entscheidung zustimmen.

Art. 22. Kapitaleinlagen. Falls die Gesellschaft aus einem alleinigen Gesellschafter besteht, übt letzterer die Befugnisse aus, die der Gesellschafterversammlung durch die Bestimmungen aus Paragraph XII übertragen werden.

E. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Liquidation

Art. 23. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jeweils am ersten Tag des Monats Januar eines Jahres und endet am letzten Tag des Monats Dezember desselben Jahres.

Art. 24. Jahresabschlüsse.

24.1 Jedes Jahr nach dem Ende des Geschäftsjahres wird der Geschäftsführung ein Jahresabschluss entsprechend möglicher Gesellschaftervereinbarungen erstellt.

24.2 Die Jahresabschlüsse stehen den Gesellschaftern am eingetragenen Sitz der Gesellschaft entsprechend möglicher Gesellschaftervereinbarungen zur Verfügung.

Art. 25. Ausschüttungen.

25.1 Fünf (5) Prozent des Reingewinns sind für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden, bis diese Rücklage sich auf zehn (10) Prozent des Stammkapitals beläuft. Der Rest kann von den Gesellschaftern in Abhängigkeit von den folgenden Bedingungen frei verwendet werden:

Art. 26. Zwischendividenden.

26.1 In Abhängigkeit von den Bedingungen einer Gesellschaftervereinbarung können Zwischendividenden gemäß den folgenden Bedingungen gezahlt werden:

(i) der Jahresabschluss des vorangegangenen Geschäftsjahres wurde durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß festgestellt;

(ii) die Auszahlung der Zwischendividenden erfolgt innerhalb von zwei (2) Monaten nach Erstellung eines Zwischenabschlusses durch die Geschäftsführung, welcher zeigt, dass ausreichende Gewinne für eine solche Ausschüttung zur Verfügung stehen; hierbei gilt, dass die Ausschüttung die seit dem Ende des vorausgegangenen Geschäftsjahrs, zuzüglich vorgetragener Gewinne und ausschüttbarer Rücklagen, aber abzüglich vorgetragener Verluste und von Beträgen, die in die gesetzlichen Rücklagen einzustellen sind, nicht übersteigen darf;

(iii) der Beschluss zur Zahlung von Zwischendividenden wird von der Gesellschafterversammlung gefasst.

26.2 Die obigen Bestimmungen gelten ungeachtet des Rechts der Gesellschafterversammlung, vorgetragene Reingewinne aus vorangegangenen Geschäftsjahren oder Beträge aus ausschüttungsfähigen Rücklagen jederzeit an die Gesellschafter auszuschütten.

Art. 27. Auflösung - Abwicklung.

27.1 Für den Fall, dass die Gesellschaft aufgelöst wird, wird die Abwicklung der Gesellschaft durch einen oder mehrere von der Gesellschafterversammlung mit Beschluss bestellte Liquidatoren, die nicht Gesellschafter sein müssen, durchgeführt; der Gesellschafterbeschluss bestimmt die Befugnisse und die Vergütung der Liquidatoren. Soweit der Gesellschafterbeschluss oder gesetzliche Bestimmungen keine anderen Regelungen treffen, sind die Liquidatoren mit weitestmöglichen Befugnissen für die Verwertung der Vermögensgegenstände und die Begleichung von Verbindlichkeiten der Gesellschaft ausgestattet.

27.2 Soweit eine Gesellschaftervereinbarung nichts anderes bestimmt, wird ein sich nach Verwertung der Vermögensgegenstände und der Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ergebender Überschuss an die Gesellschafter im Verhältnis der jeweils von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Gesellschaftsanteile ausgeschüttet.

Art. 28. Geltende Bestimmungen.

28.1 Sämtliche in dieser Satzung und den Bedingungen einer Gesellschaftervereinbarung nicht geregelten Angelegenheiten bestimmen sich gemäß dem Gesetz.

28.2 Bei Abweichungen zwischen dieser Gründungsurkunde und einer Gesellschaftervereinbarung hat die betreffende Gesellschaftervereinbarung für die Gesellschafter der Gesellschaft, die eine Partei dieser Vereinbarung sind, Vorrang.

F. Definitionen

Verbundenes Unternehmen bezeichnet

(a) in Bezug auf den Klasse-A-Gesellschafter - jede Person oder Unternehmung,

(i) die entweder direkt oder indirekt von Host Hotels & Resorts, L.P. kontrolliert wird; und

(ii) deren täglicher Geschäftsbetrieb, Angelegenheiten und Aktivitäten von Host Hotels & Resorts, L.P. (ob auf vertraglicher oder anderer Basis) geleitet werden,

aber - in Bezug auf den Klasse-A-Gesellschafter und/oder dessen andere verbundene Unternehmen - unter Ausschluss der Mitglieder der Unternehmensgruppe.

Lediglich für Zwecke dieses Absatzes (a) der Definition des Begriffs „verbundenes Unternehmen“ bezeichnet der Ausdruck kontrolliert von in Bezug auf eine Person oder Unternehmung die Berechtigung, bei einer Versammlung der Gesellschafter, Mitglieder oder Teilhaber oder sonstiger Kapitaleigner (einschließlich der Kommanditisten im Falle einer Kommanditgesellschaft) im Hinblick auf alle oder im Wesentlichen alle Angelegenheiten, die durch einen Beschluss oder eine Versammlung dieser Personen zu entscheiden sind, mehr als zwanzig (20) Prozent der Stimmrechte auszuüben oder die Ausübung (direkt oder indirekt) zu kontrollieren, sowie den (direkten oder indirekten) Besitz von mehr als zwanzig (20) Prozent der Stammanteile, Aktien oder Beteiligungen an der Person oder Unternehmung.

(b) in Bezug auf den Klasse-B-Gesellschafter - jede Person oder Unternehmung, die von dem Klasse-B-Gesellschafter kontrolliert wird, die den Klasse-B-Gesellschafter kontrolliert oder die von einer den Klasse-B-Gesellschafter kontrollierenden Person oder Unternehmung kontrolliert wird (jeweils direkt oder indirekt), aber - in Bezug auf den Klasse-B-Gesellschafter und/oder dessen andere verbundene Unternehmen - unter Ausschluss der Mitglieder der Unternehmensgruppe.

Lediglich für Zwecke dieses Absatzes (b) der Definition des Begriffs „verbundenes Unternehmen“ bezeichnen die Ausdrücke kontrolliert von und kontrolliert in Bezug auf eine Person oder Unternehmung die Berechtigung, bei einer Versammlung der Gesellschafter, Mitglieder oder Teilhaber oder sonstiger Kapitaleigner (einschließlich der Kommanditisten im Falle einer Kommanditgesellschaft) im Hinblick auf alle oder im Wesentlichen alle Angelegenheiten, die durch einen Beschluss oder eine Versammlung dieser Personen zu entscheiden sind, mehr als fünfzig (50) Prozent der Stimmrechte auszuüben oder die Ausübung (direkt oder indirekt) zu kontrollieren, sowie den (direkten oder indirekten) Besitz von mehr als fünfzig (50) Prozent der Stammanteile, Aktien oder Beteiligungen an der Person oder Unternehmung.

Werktag bezeichnet jeden Tag, an dem die Geschäftsbanken in Frankfurt am Main (Deutschland), Berlin (Deutschland), London (England), Stadt Luxemburg (Luxemburg), Amsterdam (Niederlande) und New York (USA) geschäftlich tätig sein dürfen und nicht per Gesetz oder Rechtsverordnung verpflichtet sind zu schließen.

Kapitaleinlage bezeichnet jede Bareinlage oder Sacheinlage der Gesellschafter in das Stammkapital der Gesellschaft.

Klasse-A-Gesellschafter bezeichnet den Inhaber von Klasse-A-Anteilen.

Klasse-B-Gesellschafter bezeichnet den Inhaber von Klasse-B-Anteilen.

Unternehmensgruppe bezeichnet die Gesellschaft und deren jeweilige Tochterunternehmen.

Belastung bezeichnet ein Pfandrecht, eine Belastung, eine Verpfändung, ein Zurückbehaltungsrecht, eine Option, eine Beschränkung, ein Vorkaufsrecht, Rechte oder Interessen Dritter, sonstige Belastungen oder Sicherungsrechte jeglicher Art oder eine andere Art von Vereinbarung oder Übereinkunft mit ähnlicher Wirkung.

Hotel bezeichnet das Grand Esplanade Hotel in Berlin, Deutschland.

Hotelvermögen bezeichnet das Hotel oder alle Anteile an PropCo.

Gesetz bezeichnet das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner gültigen Fassung.

Beleihungsquote bezeichnet den Anteil (in Prozent), den die gesamten Verbindlichkeiten der Unternehmensgruppe gegenüber Dritten im Vergleich zum Marktpreis des Hotelvermögens (gemäß Festlegung entsprechend einer Gesellschaftervereinbarung) ausmachen.

Person bezeichnet natürliche Personen, Personengesellschaften, Joint Ventures, Kapitalgesellschaften, Treuhandvermögen, Regierungen (oder deren Behörden oder politische Unterabteilungen) und sonstige Vereinigungen und Einheiten.

PropCo steht für Berlin Esplanade Hotel S.à r.l.

Vorbehaltene Angelegenheiten hat die in Art. 21 festgelegten Bedeutung.

Anteile bezeichnet die Anteile jedweder Klasse, die jeweils von der Gesellschaft ausgegeben werden.

Gesellschaftervereinbarung bezeichnet jede Vereinbarung oder Übereinkunft in Bezug auf die Gesellschaft, die jeweils zwischen den Gesellschaftern der Gesellschaft geschlossen wird.

Gesellschafter-Zertifikat bezeichnet:

(a) jegliche Anteile;

(b) jegliche Gesellschafterdarlehen oder sonstige Urkunden oder Sicherheiten als Nachweis für Verbindlichkeiten, die von einem Mitglied der Unternehmensgruppe gegenüber einem Gesellschafter oder einem verbundenen Unternehmen eines Gesellschafters ausgestellt wurden;

(c) jegliche Urkunden, Dokumente oder Sicherheiten im Besitz eines Gesellschafters oder eines verbundenen Unternehmens eines Gesellschafters, in denen ein Recht auf Zeichnung oder Umwandlung in Anteile (oder Anteile am Kapital eines der Tochterunternehmen der Gesellschaft) gewährt wird.

Gesellschafterdarlehen bezeichnet ein Darlehen, das einem Mitglied der Unternehmensgruppe von einem Gesellschafter oder einem verbundenen Unternehmen eines Gesellschafters gewährt wird.

Übertragung bezeichnet in Bezug auf ein Gesellschafter-Zertifikat Folgendes:

(a) Verkauf, Abtretung, Übertragung oder sonstige Veräußerung eines Gesellschafter-Zertifikats (einschließlich der Gewährung eines Optionsrechts in Bezug auf das Gesellschafterzertifikat);

(b) Schaffung oder Zulassung der Existenz einer Belastung in Bezug auf ein Gesellschafter-Zertifikat (u. a. einschließlich einer Belastung durch Gewährung einer Sicherheit);

(c) Anordnung (durch Verzichterklärung oder auf andere Weise), dass eine andere Person das Gesellschafter-Zertifikat erhalten soll, bzw. Abtretung eines Rechts auf Erhalt des Gesellschafter-Zertifikats;

(d) Eingehen einer Vereinbarung im Hinblick auf die Stimmrechte oder sonstigen Rechte, die mit dem Gesellschafter-Zertifikat verbunden sind (außer in Form einer Vollmacht für eine bestimmte Gesellschafterversammlung);

(e) Zustimmung zu einer der vorgenannten Handlungen - unabhängig davon, ob diese Zustimmung in Abhängigkeit von einer aufschiebenden oder auflösenden Bedingung erfolgt oder nicht;

und der Begriff übertragen ist dementsprechend auszulegen.

Übertragungsbestimmungen hat die diesem Begriff in einer Gesellschaftervereinbarung zugewiesene Bedeutung.

Unternehmung bezeichnet eine juristische Person oder Personengesellschaft oder eine nicht körperschaftliche Vereinigung, die mit oder ohne Gewinnabsicht Handel oder Geschäfte treiben. In Bezug auf eine Unternehmung, die keine (Kapital-)Gesellschaft ist, sind Ausdrücke in einer Gesellschaftervereinbarung, die sich auf Kapitalgesellschaften beziehen, so auszulegen, dass damit die entsprechenden Personen, Führungskräfte, Dokumente bzw. Ag

Die Gesellschafter beschließen, dass die Wirksamkeit des vorliegenden Beschlusses bedingt ist durch und erst wirksam wird, wenn die Übertragung gewisser durch BRE/German Hotel Holding I S.à r.l. in der Gesellschaft gehaltener Instrumente an HHR Berlin B.V. abgeschlossen ist (die „Aufschiebende Bedingung“). Die Gesellschafter ernennen hiermit (i) Fanny Kindler oder Marine Krief und (ii) Elsa Idir, gemeinsam handelnd und jede mit uneingeschränkter Befugnis zur Unterbevollmächtigung, um die Erfüllung der aufschiebenden Bedingung in Form einer notariellen Urkunde zu bestätigen.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass aufgrund des Ersuchens der oben erschienenen Parteien die vorliegende Urkunde in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Ersuchen der selben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text hat die englische Version Vorrang.

Worüber Urkunde, unterschrieben in Esch/Alzette am Datum wie eingangs erwähnt.

Nachdem das Dokument den entsprechend Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen wurde, unterzeichneten die besagten Bevollmächtigten zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Signé: Krief, Rouckert, Kessler.

The undersigned notary certifies that according to his deed 2314/14 dated 30th September 2014 the „Condition Precedent“ as mentioned above has been documented. As a result the sole resolution of the present deed is effective.

Der unterzeichnete Notar bestätigt, daß gemäß seiner Urkunde 2314/14 vom 30. September 2014 die „Aufschiebende Bedingung“ wie hiervor erwähnt, beurkundet wurde. Mithin ist der vorerwähnte einzige Beschluss wirksam.

Signé: Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 3 octobre 2014. Relation: EAC/2014/13337. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014168921/776.

(140192957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Biies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 191.422.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventh day of October.

Before Maître Martine SCHAEFFER notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

Mr. Rui Jorge Santinho Lourenço, born on 16th November 1967, in Malange (Angola), residing in Rua Direita, n° 316, 4450-650 Leça da Palmeira - Matosinhos, Portugal, here represented by João Verdades dos Santos, Avocat (list IV), residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacities, has drawn up the following articles of incorporation of a company, which it declared organized:

Art. 1. Name.

1.1 There is hereby established a company in the form of a société anonyme under the name of "BIIES S.A." (hereinafter the "Company").

1.2 The Company may have one shareholder or several shareholders. For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only who does not need to be a shareholder of the Company.

Art. 2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 If the Board of Directors or, as the case may be the Sole Director, determines that extraordinary political, economic, social or military events have occurred or are imminent which would render impossible the normal activities of the Company at its registered office or the communication between such registered office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Object.

4.1. The purpose of the Company shall be the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and securities of whatever nature, including bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and other intellectual property rights.

4.2. The Company may borrow in any way form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt or other equity securities. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other companies which form part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies, which form part of the same group of companies as the Company.

4.3. The Company may further mortgage, pledge, hypothecate, transfer or otherwise encumber all or some of its assets. The Company may generally employ any techniques and utilise any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations risk, interest rate fluctuation risk and other risks.

4.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions, which may be or are conducive to the above-mentioned paragraphs of this Article.

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's subscribed share capital amounts to thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) represented by three million one hundred thousand (3,100,000) shares having a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each (the "Shares").

5.2 The subscribed share capital of the Company may at any time be increased or reduced by a resolution of the General Meeting of Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Association, subject to the mandatory provisions of the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies.

Art. 6. Acquisition of own Shares.

6.1 The Company may acquire its own Shares to the extent permitted by law.

6.2 To the extent permitted by Luxembourg law the Board of Directors or as the case may be the Sole Director, is irrevocably authorised and empowered to take any and all steps to execute any and all documents and to do and perform any and all acts for and in the name and on behalf of the Company which may be necessary or advisable in order to effectuate the acquisition of the Shares and the accomplishment and completion of all related action.

Art. 7. Form of Shares.

7.1 All the Shares of the Company shall be issued in registered form only. No conversion of the Shares into bearer shares shall be permissible.

7.2 The issued Shares shall be entered in the register of Shares which shall be kept by the Company or by one or more persons designated by the Company, and such registry shall contain the name of each owner of Shares, the Shareholder's address, the number and type of Shares held by a Shareholder, any transfer of Shares and the dates thereof.

7.3 The inscription of the Shareholder's name in the register of Shares evidences its right of ownership of such Shares. A certificate shall be delivered upon request by the Shareholder.

7.4 Any transfer of Shares shall be recorded in the register of Shares by delivery to the Company of an instrument of transfer satisfactory to the Company, or by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shares, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act accordingly and, together with the delivery of the relevant certificate duly endorsed to the transferee, if issued.

7.5 The Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements should be sent. Such address will also be entered into the register of Shares.

7.6 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to that effect to be entered into the register of Shares and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company or at such other address as may be so entered into the register of Shares by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shares by means of a written notification to the Company at its registered office or at such other address as may be determined by the Company from time to time.

7.7 The Company recognises only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the title of ownership to such Share(s) is divided, split or disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

7.8 The Company or the person or persons designated by the Company to keep the register of Shares as set forth in this Article 7 shall not enter in the register of Shares any transfers made in contravention of the provisions, or without due observance of the conditions provided for, in Article 8.

Art. 8. Board of Directors.

8.1 For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only. Where the Company has more than one shareholder, the Company shall be managed by a board of directors ("Board of Directors") consisting of a minimum of three (3) to a maximum of five (5) directors (the "Directors").

8.2 The number of directors is fixed by the General Meeting of Shareholders.

8.3 The General Meeting of Shareholders may decide to appoint Directors of two different classes, being class A Director(s) and class B Director(s). Any such classification of Directors shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the Directors be identified with respect to the class they belong.

8.4 The Directors are to be appointed by the General Meeting of Shareholders for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected.

8.5 Decision to suspend or dismiss a Director must be adopted by the General Meeting of Shareholders with a majority of more than one-half of all voting rights present or represented.

8.6. When a legal person is appointed as a Director of the Company, the legal entity must designate a permanent representative ("représentant permanent") in accordance with article 51bis of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 9. Meetings of the Board of Directors.

9.1 The Board of Directors shall appoint from among its members a chairman (the "Chairman") at majority for a term of six (6) years, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary (the "Secretary"), who need not be a Director and who may be instructed to keep the minutes of the Meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

9.2 The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman, or any two Directors, at the place and time indicated in the notice of meeting, the person(s) convening the meeting setting the agenda. Written notice of any Meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least five (5) calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four (24) hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason for the urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telegram or telex or telefax of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors. Without prejudice of Articles 9.6 and 9.7, meetings of the Board of Directors shall be held in the European Union.

9.3 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, telefax, telex another Director as his proxy. A Director may not represent more than one of his colleagues.

9.4 The Board of Directors may act validly and validly adopt resolutions only if at least a majority of the Directors are present or represented at a Meeting of the Board of Directors. In the event however the General Meeting of Shareholders has appointed different classes of Directors (namely class A Directors and class B Directors) any resolutions of the Board of Directors may only be validly taken if approved by the majority of Directors including at least one class A and one class B Director (which may be represented). If a quorum is not obtained the Directors present may adjourn the meeting to a venue and at a time no later than five (5) calendar days after a notice of the adjourned meeting is given.

9.5 The Directors may participate in a Meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

9.6 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every Director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

9.7 The resolutions passed by the Sole Director shall be vested with the same authority as the resolutions passed by the Board and are documented by written minutes signed by the Sole Director.

Art. 10. Minutes of Meetings of the Board of Directors.

10.1 The minutes of any Meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman.

10.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman.

Art. 11. Powers of the Board of Directors.

11.1 The Directors may only act at duly convened Meetings of the Board of Directors or by written consent in accordance with Article 9 hereof.

11.2 The Board of Directors or the Sole Director, as the case may be, is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests and within the objectives and purposes of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Association to the General Meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors or the Sole Director, as the case may be.

Art. 12. Corporate Signature.

12.1 Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound in the case of a sole director, by the sole signature of the Sole Director, or by the joint signature of any two Directors of the Company, or by the signature(s) of any other person (s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors by means of an unanimous decision of the Board of Directors.

12.2 In the event the General Meeting of Shareholders has appointed different classes of Directors (namely class A Directors and class B Directors) the Company will only be validly bound by the joint signature of two Directors, one of whom shall be a class A Director and one class B Director (including by way of representation).

Art. 13. Delegation of Powers.

13.1 The Board of Directors may generally or from time to time delegate the power to conduct the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation to such management as provided for by article 60 of the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies to an executive or other committee or committees whether formed from among its own members or not, or to one or more Directors, managers or other agents who may act individually or jointly. The Board of Directors shall determine the scope of the powers, the conditions for withdrawal and the remuneration attached to these delegations of authority including the authority to sub-delegate.

Art. 14. Conflict of Interest.

14.1 In case of a conflict of interest of a Director, it being understood that the mere fact that the Director serves as a director of a Shareholder or of an associated company of a Shareholder shall not constitute a conflict of interest, such Director must inform the Board of Directors of any conflict and may not take part in the vote. A director having a conflict on any item on the agenda must declare this conflict to the Chairman before the meeting is called to order.

14.2 Any Director having a conflict due to a personal interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, shall be obliged to inform the board thereof and to cause a record of his

statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in the business of the meeting. At the following General Meeting of Shareholders, before any other resolution to be voted on, a special report shall be made on any transactions in which any of the Directors may have a personal interest conflicting with that of the Company.

Art. 15. General Meeting of Shareholders.

15.1 The General Meeting of Shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company (the "General Meeting of Shareholders" or "General Meeting").

15.2 It has the powers conferred upon it by the Luxembourg Company Law.

Notice, Place of Meetings, Decisions without a Formal Meeting

15.3 The General Meeting of Shareholders shall meet in Luxembourg upon call by the Board of Directors or the Sole Director, as the case may be. Shareholders representing one tenth of the subscribed share capital may, in compliance with the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies, request the Board of Directors or the Sole Director, as the case may be to call a General Meeting of Shareholders.

15.4 The annual General Meeting shall be held in Luxembourg in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company or at such other place as specified in the notice of the meeting, on the 20th day in the month of May, at 11:00 a.m. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following Business Day in Luxembourg.

15.5 Other General Meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective convening notice.

15.6 General Meetings of Shareholders shall be convened pursuant to a notice setting forth the agenda and the time and place at which the meeting will be held, sent by registered letter at least thirty (30) days prior to the meeting, the day of the convening notice and the day of the meeting not included, to each Shareholder at the Shareholder's address in the Shareholder Registry, or as otherwise instructed by such Shareholder.

15.7 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

15.8 The General Meeting of Shareholders shall appoint a chairman and be chaired by the chairman who shall preside over the meeting. The General Meeting shall also appoint a secretary who shall be charged with keeping minutes of the meeting and a scrutineer. The minutes shall be in English and adopted as evidence thereof and be signed by the Chairman and the Secretary of such meeting or by the next meeting.

15.9 All General Meetings of Shareholders shall be conducted in English.

15.10 The Shareholders may not decide on subjects that were not listed on the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters, unless all Shareholders are present or represented at the meeting.

Voting Rights

15.11 Each Share is entitled to one vote at all General Meetings of Shareholders. Blank votes are considered null and void.

15.12 A Shareholder may act at any General Meeting of Shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder.

15.13 Unless otherwise provided by law or by these Articles of Association, resolutions of the General Meeting are passed by a majority of total votes of the Shares held by the Shareholders entitled to vote on the resolution.

Art. 16. Auditors.

16.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The General Meeting of Shareholders shall appoint the statutory auditors and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six years. Their term of office may not exceed six (6) years.

Art. 17. Financial Year.

17.1 The financial year of the Company shall commence on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

17.2 The Board of Directors or the Sole Director, as the case may be, shall prepare annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

17.3 The Company shall ensure that the annual accounts, the annual report and the information to be added pursuant to the law of 10 August 1915, as amended, shall be available at its registered office from the day on which the General Meeting at which they are to be discussed and, if appropriate, adopted is convened.

17.4 The Annual General Meeting shall adopt the annual accounts.

Art. 18. Dividend Distributions and Distributions out of Reserve Accounts.

18.1 The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represent the net profit of the Company.

18.2 Every year 5 percent of the net profit will be transferred to the legal reserve until this reserve amounts to 10 percent of the share capital

18.3 The credit balance free for distribution after the deduction as per Article 18.2 above is attributed to the shareholders.

18.4 Subject to the conditions laid down in Article 72-2 of the Law of 10 August 1915, the Board of Directors or the Sole Director, as the case may be, may pay out an advance payment on dividends.

Art. 19. Dissolution and Liquidation of the Company.

19.1 The Company may be dissolved pursuant to a resolution of the General Meeting of Shareholders to that effect, which requires a two-thirds majority of all the votes cast in a meeting where at least half of the issued share capital is present or represented.

19.2 The Board of Directors or the Sole Director, as the case may be, shall be charged with the liquidation provided that the General Meeting of Shareholders shall be authorised to assign the liquidation to one or more liquidators in place of the Board of Directors or the Sole Director, as the case may be.

19.3 To the extent possible, these Articles of Association shall remain in effect during the liquidation.

19.4 No distribution upon liquidation may be made to the company in respect of shares held by it.

19.5 After the liquidation has been completed, the books and records of the company shall be kept for the period prescribed by law by the person appointed for that purpose in the resolution of the General Meeting to dissolve the company. Where the General Meeting has not appointed such person, the liquidators shall do so.

Art. 20. Amendments to the Articles of Incorporation.

20.1 The present Articles of Association may be amended from time to time by a General Meeting of Shareholders under the quorum and majority requirements provided for by the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies.

Art. 21. Applicable Law.

21.1 All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies.

Art. 22. Language.

22.1 The present articles of incorporation are worded in English followed by a French version. In case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in Article 26 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Subscription and Payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed capital	Number of Shares	Amount paid in
Mr. Rui Jorge Santinho Lourenço, prenamed	EUR 31,000.-	3,100,000	EUR 7,750.-
Total	EUR 31,000.-	3,100,000	EUR 7,750.-

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 26 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Transitory provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December 2014. The first annual General Meeting of Shareholders will thus be held in the year 2015.

Resolution of the sole shareholder

The above named party, representing the entire subscribed capital has immediately taken the following resolutions:

1. Resolved to set at one (1) the number of Directors and further resolved to elect the following as Sole Director for a period ending at the annual General Meeting of Shareholders having to approve the accounts as at 31st December 2019:

Mr. Jorge Cunha, born on 14th June 1978, in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), residing in 100, Grand rue, L-3927 Mondrange, Luxembourg.

2. The registered office shall be at 14A, rue des Bains, L-1212 Luxembourg.

3. Resolved to elect A3T S.A., a public limited liability company having its registered office at 44, Blvd G-D. Charlotte, L-1330 Luxembourg, RCS Luxembourg B number B158.687, as statutory auditor for a period ending at the annual General Meeting of Shareholders having to approve the accounts as at 31st December 2019.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney in fact of the appearing party, who is known to the notary by surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le sept octobre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Monsieur Rui Jorge Santinho Lourenço, né le 16 November 1967, Malange (Angola), demeurant à Rua Direita, n° 316, 4450-650 Leça da Palmeira - Matosinhos, Portugal, ici représentée par Maître João Verdades dos Santos, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante agissant en sa capacité exposée ci-dessus, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer:

Art. 1^{er}. Dénomination sociale.

1.1 Il est formé par les présentes une société anonyme qui adopte la dénomination «BIIES S.A.» (ci-après la «Société»).

1.2 La Société peut avoir un actionnaire unique ou plusieurs actionnaires. Tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique qui ne doit pas être obligatoirement actionnaire de la Société.

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Au cas où le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique selon le cas, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, militaire ou social compromettent l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes à l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera une société de droit luxembourgeois.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet social.

4.1 L'objet de la Société est l'acquisition d'intérêts de propriété, au Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises, sous quelque forme que ce soit ainsi que la gestion de ces intérêts de propriété. La Société peut notamment acquérir par voie de souscription, achat ou échange ou par tout autre moyen toutes valeurs, actions et titres/garanties de quelque nature que ce soit en ce compris les obligations, certificats, certificats de dépôt et tous autres instruments et plus généralement tous titres/garanties, instruments financiers émis par une entité privée ou publique quelle qu'elle soit. La Société peut également participer dans la création, le développement et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et autres droits de propriété intellectuelle.

4.2 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, seulement par voie de placement privé, à l'émission de créances et obligations et autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances négociables. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations à ses filiales, sociétés affiliées et sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

4.3 La Société peut en outre gager, hypothéquer, céder ou de tout autre manière grever tout ou partie de ses actifs. La Société peut en général employer toutes techniques et utiliser tous instruments en relation avec ses investissements

en vue de leur gestion optimale, incluant les techniques et instruments en vue de protéger la société contre les risques de crédit, de fluctuation des devises et des taux d'intérêts et autres risques.

4.4. La Société peut exercer toutes activités commerciales, financières ou industrielles ou effectuer toutes transactions dans le domaine immobilier ou relatives à des biens immobiliers.

La Société peut exercer toutes activités commerciales, financières ou industrielles qui peuvent être ou qui sont conformes aux paragraphes mentionnés ci-dessus dans cet Article.

Art. 5. Capital social.

5.1 La Société a un capital souscrit de trente et un mille Euros (EUR 31.000,-) divisé en trois millions cent mille (3.100.000) actions, ayant une valeur nominale de un Cent (EUR 0.01) chacune (les «Actions»).

5.2 Le capital souscrit de la Société peut à tout moment être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires statuant comme en matière de modification des présents Statuts, sous réserve des dispositions impératives de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 6. Acquisition d'Actions propres.

6.1 La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites établies par la loi.

6.2 Dans les limites établies par la loi luxembourgeoise, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, selon le cas, est irrévocablement autorisé et a les pleins pouvoirs pour prendre toutes les mesures en vue de l'exécution de chaque document et pour accomplir tout acte à la fois au nom et pour le compte de la Société qui seraient nécessaires ou opportuns pour la réalisation de l'acquisition des Actions ainsi que pour l'accomplissement et la bonne fin de tous les actes y relatifs.

Art. 7. Forme des Actions.

7.1 Toutes les Actions de la Société seront uniquement émises sous forme nominative. Aucune conversion des Actions en actions au porteur ne sera admissible.

7.2 Les Actions émises seront inscrites dans le registre des Actions qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société et ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'Actions, l'adresse de l'Actionnaire, le nombre et le type d'Actions détenues par un Actionnaire, chaque transfert d'Actions ainsi que les dates y relatives.

7.3 L'inscription du nom de l'Actionnaire dans le registre des Actions constitue la preuve de son droit de propriété sur ces Actions. Un certificat sera délivré sur demande de l'Actionnaire.

7.4 Chaque transfert d'Actions sera inscrit dans le registre des Actions par la délivrance à la Société d'un acte de transfert donnant satisfaction à la Société ou par une déclaration de transfert écrite portée au registre des Actions, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes qui détiennent des procurations valables pour agir de telle sorte, ensemble avec la délivrance du certificat concerné dûment endossé au cessionnaire, si un tel certificat a été émis.

7.5 Les Actionnaires doivent fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les convocations et tous les avis devront être envoyés. Cette adresse sera également inscrite dans le registre des Actions.

7.6 Au cas où un Actionnaire ne fournit pas d'adresse, la Société pourra autoriser d'en faire mention au registre d'Actions et l'adresse de l'Actionnaire sera considérée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse qui peut de temps en temps être inscrite au registre des Actions par la Société jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie à la Société par cet Actionnaire. Un Actionnaire peut, à tout moment, changer d'adresse telle qu'inscrite dans le registre des Actions par voie d'une notification écrite au siège social de la Société ou à telle autre adresse fixée par celle-ci.

7.7 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Action. Si une ou plusieurs Actions sont détenues en indivision ou si le titre de propriété d'une telle Action ou de telles Actions est partagé, divisé ou contesté, toutes les personnes prétendant avoir un droit relatif à cette/ces Action(s) devront désigner un mandataire unique pour représenter cette/ces Action(s) à l'égard de la Société. La non-désignation d'un tel mandataire implique la suspension de tous les droits attachés à cette/ces Action(s).

7.8 La Société ou la personne ou les personnes désignée(s) par la Société pour tenir le registre des Actions tel que décrit au présent article n'est/ne sont pas autorisée(s) à inscrire dans le registre des Actions un transfert opéré en violation des dispositions ou sans le respect dû aux conditions prévues par l'Article 8.

Art. 8. Conseil d'Administration.

8.1 Tant que la Société a un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un seul administrateur. Si la Société a plus d'un actionnaire, elle est administrée par un conseil d'administration (le «Conseil d'Administration») composé de trois (3) Administrateurs au moins et cinq (5) au plus (les «Administrateurs»).

8.2 Le nombre des administrateurs est déterminé par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

8.3 L'Assemblée Générale des Actionnaires peut décider de nommer des Administrateurs de deux classes différentes, à savoir un ou des Administrateur(s) de la classe A et un ou des Administrateur(s) de la classe B. Toute classification d'Administrateurs doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les Administrateurs doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

8.4 Les Administrateurs doivent être nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans, et ils resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

8.5 La décision de suspendre ou de révoquer un Administrateur doit être adoptée par l'Assemblée Générale des Actionnaires à la majorité simple de tous les droits de vote présents ou représentés.

8.6 Lorsqu'une personne morale est nommée Administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise datée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

Art. 9. Réunions du Conseil d'Administration.

9.1 Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président (le «Président») à la majorité pour une durée de six (6) ans et pourra choisir parmi ses membres un ou plusieurs vice-présidents. Le Conseil d'Administration pourra également choisir un secrétaire (le «Secrétaire») qui n'a pas besoin d'être Administrateur et qui pourra être responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ainsi que de l'exécution de tâches administratives ou autres tel que décidé par le Conseil d'Administration de temps à autre.

9.2 Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président ou de deux Administrateurs au lieu et à l'heure indiqués dans la convocation à la Réunion du Conseil d'Administration, la/les personne(s) convoquant la Réunion du Conseil d'Administration fixant également l'ordre du jour. Chaque Administrateur sera convoqué par écrit à toute Réunion du Conseil d'Administration au moins cinq (5) jours civils à l'avance par rapport à l'horaire fixé pour ces réunions, excepté dans des circonstances d'urgence, dans lequel cas une convocation donnée vingt-quatre (24) heures à l'avance et mentionnant dûment les raisons de l'urgence sera suffisante. Il pourra être passé outre à cette convocation, pour l'avenir ou rétroactivement, à la suite de l'assentiment par écrit, par télégramme, par télex ou par télécopieur de chaque Administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration. Sans préjudice des Articles 9.6 et 9.7, les réunions du Conseil d'Administration se tiennent dans l'Union Européenne.

9.3 Tout Administrateur peut agir à toute Réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou télex un autre administrateur comme son mandataire. Un Administrateur ne peut représenter plus qu'un de ses collègues.

9.4 Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des Administrateurs est présente ou représentée à la Réunion du Conseil d'Administration. Toutefois, au cas où l'Assemblée Générale des Actionnaires a nommé différentes classes d'Administrateurs (à savoir, les Administrateurs de classe A et les Administrateurs de classe B), toute résolution du Conseil d'Administration ne pourra être valablement adoptée que si elle est approuvée par la majorité des Administrateurs incluant au moins un Administrateur de classe A et un Administrateur de classe B (qui peuvent être représentés). Si un quorum n'est pas atteint, les Administrateurs présents peuvent reporter la réunion à un endroit et à une heure endéans un délai de cinq (5) jours civils après l'envoi d'une notice d'ajournement.

9.5 Les Administrateurs peuvent participer à une Réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes y participant à s'entendre mutuellement et une participation par ces moyens sera considérée comme équivalant à une présence physique à la réunion.

9.6 Nonobstant de ce qui précède, une résolution du Conseil d'Administration peut également être adoptée par consentement unanime écrit qui consiste en un ou plusieurs documents comprenant les résolutions et qui sont signés par chaque Administrateur. La date d'une telle résolution sera la date de la dernière signature.

9.7 Les résolutions prises par l'Administrateur Unique auront la même autorité que les résolutions prises par le Conseil d'Administration et seront constatées par des procès verbaux signés par l'Administrateur Unique.

Art. 10. Procès-verbaux des Réunions du Conseil d'Administration.

10.1 Les procès-verbaux d'une Réunion du Conseil d'Administration seront signés par le Président.

10.2 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président.

Art. 11. Pouvoirs du Conseil d'Administration.

11.1 Les Administrateurs peuvent uniquement agir lors de Réunions du Conseil d'Administration dûment convoquées ou par consentement écrit conformément à l'Article 9 des présents Statuts.

11.2 Le Conseil d'Administration ou, le cas échéant, l'Administrateur Unique, a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition qui sont dans l'intérêt de la Société et dans les limites des objectifs et de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'Assemblée Générale des Actionnaires par la loi ou par les présents Statuts sont de la compétence du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique.

Art. 12. Signature Sociale.

12.1 Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature de l'Administrateur Unique, selon le cas, ou par la signature conjointe de deux Administrateurs de la Société ou par la/les signature(s) de toute(s) personne(s) à qui un pouvoir de signature a été délégué par le Conseil d'Administration moyennant une décision unanime du Conseil d'Administration.

12.2 Toutefois, au cas où l'Assemblée Générale des Actionnaires a nommé différentes classes d'Administrateurs (à savoir les Administrateurs de classe A et les Administrateurs de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un Administrateur de classe A et d'un Administrateur de classe B (y compris par voie de représentation).

Art. 13. Délégation de pouvoirs.

13.1 Le Conseil d'Administration peut d'une manière générale ou de temps en temps déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion ainsi que prévu par l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, à un cadre ou à un/des comité(s), composé(s) de ses propres membres ou non, ou à un ou plusieurs Administrateurs, directeurs ou autres agents qui peuvent agir individuellement ou conjointement. Le Conseil d'Administration déterminera l'étendue des pouvoirs, les conditions du retrait et la rémunération en ce qui concerne ces délégations de pouvoir, y compris le pouvoir de sub-déléguer.

Art. 14. Conflit d'Intérêts.

14.1 Dans le cas d'un conflit d'intérêts dans le chef d'un Administrateur, étant entendu que le simple fait que l'Administrateur occupe une fonction d'administrateur ou d'employé d'un Actionnaire ou d'une société associée à un Actionnaire ne constitue pas un conflit d'intérêt, cet Administrateur doit aviser le Conseil d'Administration de tout conflit d'intérêt et ne peut pas participer au vote. Un Administrateur ayant un conflit par rapport à un point de l'ordre du jour doit déclarer ce conflit au Président avant l'ouverture de l'assemblée.

14.2 Chaque Administrateur ayant un conflit causé par un intérêt personnel dans une opération subordonnée à l'approbation du Conseil d'Administration qui s'oppose à l'intérêt de la Société, sera obligé d'en aviser le conseil et de faire en sorte qu'une mention de sa déclaration soit insérée au procès-verbal de la réunion. Il ne participera pas aux délibérations de la réunion. Lors de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires, avant le vote de toute autre résolution, un rapport spécial sera établi sur toute opération dans laquelle un des Administrateurs pourrait avoir un intérêt personnel en conflit avec celui de la Société.

Art. 15. Assemblée Générale des Actionnaires.

15.1 L'Assemblée Générale des Actionnaires représente l'ensemble des actionnaires de la Société (l'«Assemblée Générale des Actionnaires» ou l'«Assemblée Générale»).

15.2 Elle a les pouvoirs qui lui sont réservés par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Convocation, lieu de réunion des Assemblées, décision sans Assemblée Formelle.

15.3 L'Assemblée Générale des Actionnaires se réunit à Luxembourg sur convocation du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique. Les Actionnaires représentant un dixième du capital social souscrit peuvent, conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, demander au Conseil d'Administration de convoquer une Assemblée Générale des Actionnaires.

15.4 L'Assemblée Générale annuelle se réunit en conformité avec la loi luxembourgeoise à Luxembourg; au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans l'avis de convocation de l'assemblée, le 20e jour du mois de mai à 11 heures. Si ce jour est un jour férié légal au Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant à Luxembourg.

15.5 D'autres Assemblées Générales des Actionnaires peuvent se tenir aux lieux et aux dates qui peuvent être prévues dans les avis de convocation respectifs.

15.6 Les Assemblées Générales des Actionnaires seront convoqués par une convocation qui détermine l'ordre du jour ainsi que l'heure et l'endroit auxquels l'assemblée se tiendra, envoyée par lettre recommandée au moins trente (30) jours avant l'assemblée, ce délai ne comprenant ni le jour de l'envoi de la convocation ni le jour de l'assemblée, à chaque Actionnaire et à l'adresse de l'Actionnaire dans le Registre des Actionnaires, ou suivant d'autres instructions données par l'Actionnaire concerné.

15.7 Au cas où tous les Actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocations à l'assemblée.

15.8 L'Assemblée Générale des Actionnaires désignera un président et sera présidée par le président qui dirigera l'assemblée. L'Assemblée Générale désignera un secrétaire chargé de dresser les procès-verbaux de l'assemblée et un scrutateur. Les procès-verbaux seront rédigés en anglais et dressés à titre de preuve de l'assemblée et seront signés par le Président et le Secrétaire de cette assemblée ou lors de l'assemblée suivante.

15.9 La langue utilisée lors de chaque Assemblée Générale des Actionnaires sera l'anglais.

15.10 Les Actionnaires ne peuvent pas prendre des décisions concernant des matières qui ne sont pas à l'ordre du jour (y compris les matières exigées par la loi) et concernant des affaires en relation avec de telles matières, sauf si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée.

Droit de vote

15.11 Chaque Action donne droit à une voix à chaque Assemblée Générale des Actionnaires. Le vote en blanc est nul et non avenu.

15.12 Un Actionnaire peut agir à chaque Assemblée Générale des Actionnaires en donnant une procuration écrite à une autre personne, actionnaire ou non.

15.13 Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, les résolutions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité du nombre total des voix afférentes aux Actions détenues par les Actionnaires autorisés à voter sur la résolution.

Art. 16. Surveillance.

16.1 Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires au compte qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

L'Assemblée Générale des Actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) ans.

Art. 17. Année sociale.

17.1 L'année sociale de la Société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

17.2 Le Conseil d'Administration ou, le cas échéant, l'Administrateur Unique prépare les comptes annuels suivant les exigences de la loi luxembourgeoise et les pratiques comptables.

17.3 La Société fera en sorte que les comptes annuels, le rapport annuel et les éléments supplémentaires à fournir conformément à la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, soient disponibles à son siège social à partir du jour auquel l'Assemblée Générale à laquelle ils doivent faire l'objet d'une délibération et, si opportun, être adoptés, est convoquée.

17.4 L'Assemblée Générale Annuelle adoptera les comptes annuels.

Art. 18. Distribution de dividendes et Distributions à partir des Comptes de Réserve.

18.1 Le solde créditeur du compte de profits et pertes après déduction des frais, coûts, amortissements, charges et provisions représente le bénéfice net de la Société.

18.2 Chaque année, 5 pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteint 10 pour cent du capital social.

18.3 Le solde créditeur susceptible d'être distribué après la déduction opérée conformément à l'article 18.2 ci-dessus, est attribué aux actionnaires.

18.4 Conformément aux conditions prévues par l'Article 72-2 de la loi du 10 août 1915, le Conseil d'Administration ou, le cas échéant, l'Administrateur Unique peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 19. Dissolution et Liquidation de la Société.

19.1 La Société peut être dissoute par une résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires; cette résolution requiert une majorité de deux tiers de toutes les voix émises lors d'une assemblée où au moins la moitié du capital social est présente ou représentée.

19.2 La liquidation s'effectuera par les soins du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique, sous la réserve que l'Assemblée Générale des Actionnaires sera autorisée à confier la liquidation à un ou plusieurs liquidateurs en remplacement du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique.

19.3 Dans la mesure du possible, les présents Statuts resteront en vigueur pendant la liquidation.

19.4 Aucune distribution des bonis de liquidation ne peut être faite en faveur de la société en raison d'actions détenues par elle.

19.5 Après la clôture de la liquidation, les documents comptables et écritures de la Société seront conservés pendant la durée prévue par la loi par la personne désignée à cet effet dans la décision de l'Assemblée Générale de dissoudre la Société. Au cas où l'Assemblée Générale n'a pas désigné une telle personne, les liquidateurs procéderont à cette désignation.

Art. 20. Modification des Statuts.

20.1 Les présents Statuts sont susceptibles d'être modifiés de temps en temps par une Assemblée Générale des Actionnaires conformément aux exigences de quorum et de majorité prévues par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 21. Loi applicable.

21.1 Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 22. Langue.

22.1 Les présents statuts sont rédigés en langue anglaise, suivis d'une version française. En cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Constat

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Souscription et Paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les statuts de la Société, a souscrit au nombre d'actions et a libéré en espèces les montants ci-après énoncés:

Actionnaire	Capital souscrit	Nombre d'actions	Libération
Monsieur Rui Jorge Santinho Lourenço, précitée	EUR 31.000,-	3.100.000	EUR 7.750,-
Total	EUR 31.000,-	3.100.000	EUR 7.750,-

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentaire qui constate que les conditions prévues à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Dispositions transitoires

La première année sociale commencera à la date de constitution de la Société et finit le dernier jour de décembre 2014. L'Assemblée Générale Annuelle se réunira donc pour la première fois en 2015.

Résolutions de l'actionnaire unique

Le comparant préqualifié, représentant la totalité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Fixe à un (1) le nombre des Administrateurs et décide de nommer la personne suivante en tant qu'Administrateur Unique pour une période prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes au 31 décembre 2019:

Mr. Jorge Cunha, né le 14 Juin 1978 au Luxembourg (Grand -Duché du Luxembourg), demeurant au 100, Grand rue, L-3927 Mondercange, Luxembourg.

2. Fixe le siège social au 14A, rue des Bains, L-1212 Luxembourg.

3. Nomme A3T S.A., une société anonyme avec siège social au 44, bvd G-D. Charlotte, L-1330 Luxembourg, RCS Luxembourg B numéro158.687, commissaire aux comptes de la société pour une période prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes en 2019.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de cette même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: João Verdades dos Santos et Martine Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 octobre 2014. LAC/2014/48390. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Référence de publication: 2014168915/594.

(140193243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Cupressus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 153.798.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 3 novembre 2014.

Référence de publication: 2014170303/10.

(140194858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2014.

BRE/Europe Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 191.413.

—
STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FOURTEEN,
ON THE FOURTEENTH DAY OF THE MONTH OF OCTOBER.

Before Maître Cosita Delvaux, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Solveig Diana Hoffmann, company director, born on 18th March 1971 in Guben, Germany, and having her professional address at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg; and

Jean-François Bossy, company director, born on 10th May 1975 in Rocourt, Belgium, and having his professional address at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg,

here represented by Paul-Alexandre Rischard, juriste, professionally residing in Luxembourg, pursuant to two proxies which shall be registered together with the present deed.

The appearing parties, represented as above stated, have requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of “BRE/Europe Management S.à r.l.” which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “BRE/Europe Management S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing parties and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is to acquire and hold a participation, in any form whatsoever, and to act as unlimited shareholder and manager in any corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), common limited partnership (société en commandite simple) and special limited partnership (société en commandite spéciale), and in particular to act as unlimited shareholder and manager of BRE/Europe Management S.C.Sp..

The Company may hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, acquire by purchase, subscription or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise securities of any kind and administrate, control and develop its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development.

For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1) each. The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its own shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of any of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or any of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2014.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, the appearing parties have subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price
Solveig Diana Hoffmann	6,250	EUR 6,250
Jean-François Bossy	6,250	EUR 6,250
Total	12,500	EUR 12,500

All the shares have been entirely paid up by contribution in cash, so that the company has now at its disposal the sum of twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in art. 183 of the law on Commercial Companies of September 18, 1933 have been fulfilled.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,400.-.

Extraordinary general meeting

The shareholders have forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is established at:

35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:

- Mrs Solveig Diana Hoffmann, born on 18th March 1971 in Guben, Germany, and having her professional address at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

- Mr Jean-François Bossy, born on 10th May 1975 in Rocourt, Belgium, and having his professional address at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg; and

- Mr Gordon McKie, born on 15th July 1973 in Solihull, United Kingdom, and having its professional address at 40 Berkeley Square, London W1J 5AL, United Kingdom.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The undersigned notary who understands and speaks German and English states herewith that on request of the above appearing parties the present deed is worded in English followed by and German translation. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the German and the English texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

IM JAHRE ZWEITAUSENDVIERZEHN,

AM VIERZEHNNTEN TAG DES MONATS OKTOBER,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita Delvaux, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,
sind erschienen,

Solveig Diana Hoffmann, company director, geboren am 18. März 1971, in Guben, Deutschland, geschäftsansässig in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg; und Jean-François Bossy, company director, geboren am 10. Mai 1975 in Rocourt, Belgien, mit geschäftsansässig in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg,

hier vertreten durch Paul-Alexandre Rischard, juriste, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund von zwei ihm erteilten privatschriftlichen Vollmachten welche vorliegender Urkunde beigefügt sind um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienenen Parteien haben, in ihrer vorgenannten Eigenschaft, den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter dem Gesellschaftsnamen "BRE/Europe Management S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "BRE/Europe Management S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von den erschienenen Parteien und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist es, Unternehmensbeteiligungen in jeder beliebigen Form zu erwerben und zu halten und als unbeschränkt haftender Gesellschafter und Geschäftsführer in jeglicher Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions), Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) und Spezialkommanditgesellschaft (société en commandite spéciale) tätig zu sein und unter anderem als unbeschränkt haftender Gesellschafter und Geschäftsführer von BRE/Europe Management S.C.Sp. tätig zu sein.

Die Gesellschaft kann Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen halten, sowie Finanzinstrumenten jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch erwerben und Aufsicht und Entwicklung ihr Portfolio verwalten, beaufsichtigen und entwickeln.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1). Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine eigenen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gut-zuheißeln.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2014 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienenen Parteien die Gründungssatzung erstellt haben, haben sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis
Solveig Diana Hoffmann	6.250	EUR 6.250
Jean-François Bossy	6.250	EUR 6.250
Summe	12.500	EUR 12.500

Alle Anteile wurden in bar voll eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen des Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.400,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft haben die Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in:

35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

2. Die folgenden Personen werden für einen unbeschränkten Zeitraum zu den Geschäftsführern der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:

- Frau Solveig Diana Hoffmann, geboren am 18. März 1971, in Guben Deutschland, geschäftsansässig in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

- Herr Jean-François Bossy, geboren am 10. Mai 1975 in Rocourt, Belgien, mit geschäftsansässig in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg; und

- Herr Gordon McKie, geboren am 15. Juli 1973, in Solihull, Vereinigtes Königreich, geschäftsansässig in 40 Berkeley Square, London W1J 5AL, Vereinigtes Königreich.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache kundig ist, bestätigt hiermit dass auf Anfrage den erschienenen Parteien vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienenen Parteien die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstände und Wohnorte bekannt sind, haben dieselben zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P.A. RISCHARD, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 21 octobre 2014. Relation: LAC/2014/49035. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 29. Oktober 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014168922/447.

(140193004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Camping Um Gritt - Castelgarden Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9164 Bourscheid, 10, Buurschtermillen.

R.C.S. Luxembourg B 191.363.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am einundzwanzigster Tag des Monats Oktober.

Vor dem Unterzeichneten Maître Edouard DELOSCH, Notar mit Amtswohnsitz in Diekirch.

Sind erschienen:

1.- Herr Jan VERMEULEN, Kaufmann, geboren am 31. Juli 1965 in Deil (Niederlande), wohnhaft in L-9164 Bourscheid, 10, Buurschtermillen;

2.- Frau Gijsbertha VAN VELTHOVEN, Kauffrau, geboren am 30. Mai 1967 in Tiel (Niederlande), wohnhaft in L-9164 Bourscheid, 10, Buurschtermillen;

Welche Komparenten den instrumentierenden Notar ersuchten, folgende Gesellschaftsgründung zu beurkunden:

Titel I. Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Zwischen den vorgenannten Parteien, sowie allen welche in Zukunft Inhaber der hiernach geschaffenen Anteile werden, besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche durch gegenwärtige Satzung sowie durch die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen geregelt ist.

Art. 2. Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung „Camping Um Gritt - Castlegarden SARL“.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Bourscheid und kann durch Beschluss der Geschäftsführung an jeden anderen Ort innerhalb der gleichen Gemeinde verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung in jede andere Gemeinde innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft ist die Ausführung eines Campingplatzes mit Ausschank von alkoholischen und nicht alkoholischen Getränken.

Der Zweck der Gesellschaft umfasst außerdem die Akquisition, das Halten und die Veräußerung von Beteiligungen in luxemburgischen und/oder ausländischen Unternehmen, sowie die Verwaltung, Entwicklung und Betreuung solcher Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann zugunsten von Unternehmen, welche der Unternehmensgruppe angehören, jede finanzielle Unterstützung gewähren, wie zum Beispiel die Gewährung von Darlehen, Garantien und Sicherheiten jeglicher Art und Form.

Die Gesellschaft kann auch in Immobilien, geistiges Eigentum oder jegliche anderen beweglichen oder unbeweglichen Vermögensgüter investieren.

Die Gesellschaft kann in jeder Art und Form Darlehen aufnehmen und private Emissionen von Schuldscheinen oder ähnlichen Schuldtiteln oder Warrants oder ähnliche Anteile, die Recht auf Aktien geben, ausgeben.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Sie kann im Übrigen alle kaufmännischen, industriellen und finanziellen Handlungen in Bezug auf bewegliche und unbewegliche Güter vollziehen, die für die Verwirklichung des Gegenstandes der Gesellschaft notwendig oder auch nur nützlich sind oder welche die Entwicklung der Gesellschaft erleichtern können.

Art. 5. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Titel II. Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in hundert Anteile (100) von je einhundert fünfundsiebzig Euro (EUR 125,-), welche integral gezeichnet und voll eingezahlt wurden.

Art. 7. Im Falle von mehreren Gesellschaftern sind die Anteile zwischen ihnen frei übertragbar.

Das Abtreten von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragungen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie gemäß Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt, oder von ihr in einer notariellen Urkunde angenommen worden sind.

Titel III. Verwaltung und Vertretung

Art. 8. Die Beschlüsse werden durch den alleinigen Gesellschafter gemäß Artikel 200-2 des Gesetzes vom 10. August 1915, so wie dasselbe abgeändert worden ist, gefasst.

Die Verträge zwischen der Gesellschaft und dem alleinigen Gesellschafter unterliegen ebenfalls den Bestimmungen dieses Artikels.

Wenn die Gesellschaft mehrere Gesellschafter begreift, so sind die Beschlüsse der Generalversammlung nur rechtswirksam, wenn sie von den Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals darstellen, angenommen werden, es sei denn das Gesetz oder gegenwärtige Satzung würden anders bestimmen.

Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt, ganz gleich wie viel Anteile er hat. Jeder Gesellschafter kann so viele Stimmen abgeben, wie er Gesellschaftsanteile besitzt. Jeder Gesellschafter kann sich rechtmäßig bei der Gesellschafterversammlung aufgrund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Art. 9. Solange die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, steht es dem Geschäftsführer frei, die Gesellschafter in Generalversammlungen zu vereinigen. Falls keine Versammlung abgehalten wird, erhält jeder Gesellschafter den genau festgelegten Text der zu treffenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

Die jährliche Generalversammlung der Gesellschafter, die nur stattfinden muss, wenn die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) übersteigt, tritt in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes an dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am dritten Mittwoch des Monats März jeden Jahres um 10.00 Uhr. Falls der vorbenannte Tag ein gesetzlicher oder tarifvertraglicher Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Arbeitstag statt.

Eine Entscheidung wird nur dann gültig getroffen, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten, angenommen wird. Ist diese Zahl in einer ersten Versammlung oder schriftlichen Befragung nicht erreicht worden, so werden die Gesellschafter ein zweites Mal durch Einschreibebrief zusammengerufen oder befragt und die Entscheidungen werden nach der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, welches auch der Teil des vertretenen Kapitals sein mag.

Beschlüsse betreffend eine Abänderung des vorliegenden Gesellschaftsvertrages sind mit der Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter zu fassen, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 10. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Teilhaber der Gesellschaft sein müssen.

Die Ernennung der Geschäftsführer erfolgt durch den alleinigen Gesellschafter beziehungsweise durch die Gesellschafter, welche(r) die Befugnisse und die Dauer der Mandate des oder der Geschäftsführer festlegt.

Das Mandat des (der) Geschäftsführer wird entlohnt oder erfolgt unentgeltlich, auf Grund des gefassten Beschlusses der (des) Gesellschafter(s) gemäß Artikel 191 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, sowie abgeändert

Die (der) Geschäftsführer können (kann) spezielle Befugnisse oder Vollmachten an Personen oder Ausschüsse, die von ihnen gewählt werden, übertragen oder diese mit bestimmten ständigen oder zeitweiligen Funktionen ausstatten.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber durch die alleinige Unterschrift des einzigen Geschäftsführers oder, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt worden ist, durch die gemeinsame Unterschriften von zwei Geschäftsführern, gebunden.

Art. 11. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Über die Geschäfte der Gesellschaft wird nach handelsüblichem Brauch Buch geführt.

Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden durch die Geschäftsführung ein Inventar, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung aufgestellt, gemäß den diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Ein Geschäftsbericht muss gleichzeitig abgegeben werden. Am Gesellschaftssitz kann jeder Gesellschafter während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung werden dem oder den Gesellschaftern zur Genehmigung vorgelegt. Diese äußern sich durch besondere Abstimmung über die Entlastung der Geschäftsführung.

Das Kreditsaldo der Bilanz wird nach Abzug aller Unkosten sowie des Beitrages zur gesetzlichen Reserve der Generalversammlung der Gesellschafter beziehungsweise dem alleinigen Gesellschafter zur Verfügung gestellt.

Art. 13. Beim Ableben des alleinigen Gesellschafter oder eines der Gesellschafter erlischt die Gesellschaft nicht, sondern wird durch oder mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

Titel IV. Auflösung und Liquidation

Art. 14. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von dem alleinigen Gesellschafter oder der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Der alleinige Gesellschafter beziehungsweise die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 15. Für sämtliche nicht vorgesehenen Punkte gilt das Gesetz vom 18. September 1933 über die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, sowie das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und deren Abänderungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung und Zahlung

Die Satzung ist somit durch den Notar aufgenommen, die Anteile wurden gezeichnet und der Nennwert zu einhundert Prozent (100%) in bar wie folgt eingezahlt:

Gesellschafter	gezeichnetes Kapital	Anzahl der Anteile	eingezahlter Betrag
Herr Jan VERMEULEN, vorbenannt	EUR 6.250.-	50	EUR 6.250.-
Frau Gijsbertha VAN VELTHOVEN vorbenannt	EUR 6.250.-	50	EUR 6.250.-
Gesamt:	EUR 12.500,-	100	EUR 12.500,-

Die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) stand der Gesellschaft daher von dem Moment an zur Verfügung. Beweis hierüber wurde dem unterzeichnenden Notar überbracht, welcher erklärt, dass die Voraussetzungen des Artikels 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der zuletzt geltenden Fassung, gewahrt wurden.

Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft zum Anlass ihrer Gründung entstehen, werden abgeschätzt auf den Betrag von eintausend einhundert Euro (EUR 1.100,-).

Erklärung

Die Kompargenten erklären, dass der unterfertigte Notar ihm Kenntnis gegeben hat davon, dass die Gesellschaft erst nach Erhalt der Handlungsmächtigung ihre Aktivitäten aufnehmen kann.

Generalversammlung

Sofort nach der Gründung, haben die vorgenannten Gesellschafter, einstimmig, folgende Beschlüsse gefasst:

a) Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf einen (1) festgelegt und die folgende Person wird auf unbegrenzte Zeit als alleinige Geschäftsführerin ernannt:

- Frau Gijsbertha VAN VELTHOVEN, Kauffrau, geboren am 30. Mai 1967 in Tiel (Niederlande), wohnhaft in L-9164 Bourscheid, 10, Buurschtermillen;

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber durch die alleinige Unterschrift des einzigen Geschäftsführers gebunden.

c) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-9164 Bourscheid, 10, Buurschtermillen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Diekirch, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Kompargenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: VERMEULEN, G. VAN VELTHOVEN, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 23 octobre 2014. Relation: DIE/2014/13506. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 29. Oktober 2014.

Référence de publication: 2014167676/144.

(140191845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2014.

Ministères de la Grande Moisson(M.G.M.) A.s.b.l, Association sans but lucratif.

Siège social: L-9020 Ettelbruck, 25, rue du Canal.

R.C.S. Luxembourg F 10.136.

STATUTS

Entre les soussignés:

1. Ntudila Lukau, Prisca, Assistante parentale, 25, rue du canal Ettelbruck L-9020, Congolaise
2. Ngo yepga, Sophie, cuisinière, 12-14 rue de l'école Esch L-4130, Camerounaise
3. Kana, Faustin, Infirmier, 25, rue du canal Ettelbruck L-9020, Camerounais

4. Adolphe Mizele Fukiau, Pasteur, Louis van craenstraat 31, Anvers -Deurne, Belgique
5. Sheila Taratibu, comptable, Louis van craenstraat 31, Anvers -Deurne, Belgique
6. Siéné, Bèbyada Théodore, makerting, 1, am Eewischteneck L-9157 Heiderscheid
7. Cécile Sylvie Ompondjana, secrétaire médicale, 56 rue de domeldange 17222 walferdange, Luxembourg, nationalité luxembourgeoise.

et tous ceux qui deviendront membres par la suite, est constituée une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée, et par les présents statuts.

Titre I^{er} . Dénomination, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er} . L'association porte la dénomination de Ministères de la Grande Moisson(M.G.M) A.s.b.l.

Art. 2. L'association a pour objet de:

- Entraide (prière, évangélisation, Gospel, aider les personnes défavorisées telles que; les prisonniers, les personnes âgées, les handicapés, les personnes en perte d'autonomie physique et mentale. Collecter le matériel médical et les médicaments sans prescription médical dans le but d'ouvrir des centres de santé et de laboratoires médicaux dans les pays pauvres et sous développés);

- Collecter le textile et les offrir aux personnes défavorisées;

- Organiser des programmes agricoles, fournir le matériel et des semences pour promouvoir l'auto suffisance alimentaire dans le tiers monde;

- Prendre en charge les études des enfants démunis;

- Encadrer des enfants abandonnés pour leur réinsertion dans la société

Art. 3. L'association a son siège social à Luxembourg, 25, rue du canal Ettelbruck L-9020. Le siège social peut être transféré à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration.

Art. 4. La durée de l'association est indéterminée.

Titre 2. Exercice social

Art. 5. L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Titre 3. Membres

Art. 6. Peut devenir membre effectif de l'association tout membre qui assiste régulièrement aux réunions.

Toute personne physique ou morale désirant faire partie de l'association doit présenter une demande d'adhésion écrite au conseil d'administration, qui procède à l'examen de la demande et s'entoure de tous Toute personne physique ou morale désirant faire partie de l'association doit présenter une demande d'adhésion écrite au conseil d'administration, qui procède à l'examen de la demande et s'entoure de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour prendre sa décision. Le conseil d'administration décide souverainement et n'est pas obligé de faire connaître les motifs pour lesquels l'adhésion aura, le cas échéant, été refusée.

Art. 7. Le nombre minimum des membres associés est de trois.

Art. 8. Tout membre peut quitter l'association en adressant par lettre recommandée sa démission au conseil d'administration.

Est réputé démissionnaire tout associé qui, après mise en demeure lui envoyée par lettre recommandée, ne s'est pas acquitté de la cotisation dans le délai de 30 jours à partir de l'envoi de la mise en demeure.

Art. 9. Tout associé peut être exclu par le conseil d'administration

- en cas d'infraction grave aux présents statuts,

- en cas de manquement important à ses obligations envers l'association, constatés par le conseil d'administration, le membre est dans l'obligation de quitter l'association.

Un recours dûment motivé devant l'assemblée générale est possible. L'assemblée générale décide souverainement en dernière instance, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Titre 4. Assemblée générale

Art. 10. L'assemblée générale a tous les pouvoirs que la loi ou les présents statuts n'ont pas attribués à un autre organe de l'association.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par année civile, sur convocation du président du conseil d'administration, adressée un mois à l'avance par lettre circulaire à tous les membres de l'association, ensemble avec l'ordre du jour.

L'assemblée générale se réunit pareillement sur demande d'un cinquième des membres de l'association.

Pour les votes, il sera loisible aux membres de se faire représenter par un autre membre à l'aide d'une procuration écrite.

Les résolutions de l'assemblée générale seront portées à la connaissance des membres et des tiers par lettre circulaire ou par tout autre moyen approprié.

Art. 11. Les résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour, à condition toutefois que rassemblée générale y consente à la majorité de deux tiers des membres présents ou représentés

Titre 5. Administration

Art. 12. L'association est gérée par un conseil d'administration composé de 3 membres au moins, élus par l'assemblée générale à la majorité simple des votes valablement émis.

La durée de leur mandat est de 1 an. Les administrateurs désignent entre eux, à la simple majorité, ceux qui exerceront les fonctions de président, vice-président, secrétaire et trésorier. Les pouvoirs des administrateurs sont ceux résultant de la loi et des présents statuts. Les membres du conseil d'administration sont rééligibles.

Art. 13. Le conseil d'administration se réunit chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent. De même, le conseil d'administration doit se réunir à la demande de deux tiers de ses membres ou à la demande de son président.

Les membres du conseil d'administration sont convoqués par simple lettre ou par tout autre moyen approprié.

Art. 14. La signature conjointe de deux membres du conseil d'administration engage l'association.

Art. 15. Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer pour des affaires particulières ses pouvoirs à un de ses membres ou à un tiers.

Titre 6. Contributions et Cotisations

Art. 16. Les membres fondateurs, de même que tout nouveau membre de l'Association, seront tenus de payer une contribution dont le montant est fixé par l'assemblée générale.

Cette contribution ne sera pas restituée en cas de désistement d'un membre.

Titre 7. Mode d'établissement des comptes

Art. 18. Le conseil d'administration établit le compte des recettes et des dépenses de l'exercice social et le soumet pour approbation à l'assemblée générale annuelle ensemble avec un projet de budget pour l'exercice suivant.

Titre 8. Modification des statuts

Art. 19. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications à apporter aux statuts que si celles-ci sont expressément indiquées dans l'avis de convocation et si l'assemblée générale réunit au moins deux tiers des membres.

Art. 20. Les modifications des statuts ainsi que leur publication s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Titre 9. Dissolution et liquidation

Art. 21. La dissolution et la liquidation de l'association s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Art. 22. En cas de dissolution de l'association, son patrimoine sera affecté à une association à désigner par rassemblée générale.

Titre 10. Dispositions finales.

Art. 23. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les composants se déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Ntudila Lukau Prisca / Ngo Yepga Sophie / Cécile Sylvie Ompondjana / Kana Faustin
Présidente / Vice-présidente / Secrétaire / Trésorier

Référence de publication: 2014167557/103.

(140190363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2014.

Luxinterimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 87.686.

L'an deux mille quatorze,
le dix octobre.

Par-devant Nous Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à RAMBROUCH, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg, la présente minute restant en la détention et garde du notaire Jean-Joseph WAGNER.

s'est réunie

L'Assemblée Générale Extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de «LUXINTERIMMO S.A.» (la «Société»), une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social actuel encore au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, constituée suivant acte notarié dressé en date du 04 juin 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») le 16 août 2002, sous le numéro 1212 et page 58140.

La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 87 686.

Les statuts de la Société ne furent jamais modifiés depuis lors.

L'Assemblée est déclarée ouverte sous la présidence de Monsieur Pierre ANGÉ, employé privé, avec adresse professionnelle à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg (le «Président»).

Le Président désigne comme secrétaire Madame Catherine DE WAELE, employée privée, avec adresse professionnelle à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutatrice Madame Emilie BOVRISSE, employée privée, avec adresse professionnelle à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente Assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Le Président expose et l'Assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1) Décision de transférer, avec effet immédiat, le siège social statutaire et administratif de la Société du 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg au 11, rue des Trois Cantons, L-8399 Windhof.

2) Décision de modifier l'article premier (1^{er}), deuxième alinéa des statuts de la Société, afin de refléter ledit transfert du siège social.

3) Décision de modifier l'article neuf (9) des statuts de la Société se rapportant à l'indication du lieu de la tenue de l'assemblée générale annuelle statutaire de la Société suite à son transfert du siège social;

4) Décision de modifier l'article six (6) des statuts de la Société par la suppression pure et simple de dixième et avant dernier alinéa.

B) Que la présente Assemblée réunissant l'intégralité du capital social fixé actuellement à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.- EUR) représenté par trois cent dix (310) actions ordinaires d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'Assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée DECIDE de transférer, avec effet immédiat, le siège social statutaire et administratif de la Société de la Ville de Luxembourg vers la commune de Koerich et de fixer sa nouvelle adresse désormais au 11, rue des Trois Cantons, L-8399 Windhof.

Deuxième résolution

Afin de refléter ledit transfert de siège décidé ci-avant, l'Assemblée DECIDE à cet effet de modifier l'article PREMIER (1^{er}), deuxième alinéa des statuts de la Société, de sorte que ledit deuxième alinéa se lise désormais comme suit:

Art. 1^{er}. (deuxième alinéa). «Le siège social est établi dans la commune de Koerich, Grand-Duché de Luxembourg.»

Troisième résolution

L'Assemblée DECIDE de modifier l'article NEUF (9) des statuts de la Société se rapportant à l'indication du lieu de la tenue de l'assemblée générale annuelle statutaire de la Société suite à son transfert du siège social.

Ainsi l'article NEUF (9) des statuts de la Société aura désormais la nouvelle teneur qui suit:

Art. 9. «L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra, conformément au droit luxembourgeois, au siège social de la société, ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le vingt et un du mois

de juin de chaque année à 14.00 heures. Si la date de l'assemblée générale annuelle tombe sur un samedi, un dimanche ou un jour férié, elle se réunira le premier jour ouvrable qui suit.»

Quatrième résolution

L'Assemblée DECIDE de modifier l'article SIX (6) des statuts de la Société par la suppression pure et simple sans remplacement de son dixième et avant dernier alinéa.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les membres du bureau de l'Assemblée ont signé avec Nous notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: P. ANGÉ, C. DE WAELE, E. BOVRISSE, J.P. MEYERS.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 14 octobre 2014. Relation: EAC/2014/13928. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014167932/78.

(140191635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2014.

E.T.I.F. S.A, Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 116.960.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014168360/9.

(140192380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2014.

SMB Participations, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 142.152.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014170709/9.

(140194885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2014.

Cooper Investment Group, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 40.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 99.627.

EXTRAIT

Par décision du 30 septembre 2014 de l'actionnaire unique Cooper Investment Group Ltd, 22 Cannon's Court, Victoria Street, HM 12 Hamilton, Bermudes, enregistré sous le numéro d'immatriculation 41054 auprès du Registre des Sociétés aux Bermudes:

- Le siège social de la Société est transféré au 12 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Luxembourg, en date du 1^{er} novembre 2014

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2014.

Pour l'actionnaire unique

Cooper Investment Group Ltd

Signature

Référence de publication: 2014169645/19.

(140193889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2014.
